

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

ACTION DIRECTE

Voltaireine de Cleyre
Emile Pouget
Pierre Besnard

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT A LA VENTE

"Pain ou mort" dessin de Frédéric de Haenen (mise en couleur anonyme)
("Le monde illustré" 17 mars 1883) Domaine public



ACTION DIRECTE

AVANT-PROPOS
DE L'ÉDITRICE

Il est étonnant de constater que ceux de ces “démocrates” qui festoient tous les 14 juillet, depuis la loi Raspail¹, en mémoire des événements violents et même meurtriers contre un système politique ploutocratique (la monarchie de droit divin). De même, qu'ils portent au pinacle, ceux qui, par l'assassinat de dirigeants politiques ou militaires durant la période où l'extrême droite était déjà au pouvoir, entendaient se rebeller contre un gouvernement de collaboration avec l'ennemi nazi, et qui fut d'ailleurs — on s'en souviendra — “démocratiquement” accepté par l'assemblée nationale d'alors.

Il est étonnant, écrivais-je, que ces mêmes histrions, apôtres croupions d'une “République” glapissante, émettent un faux dilemme : “se révolter est interdit, sauf autorisation de la préfecture”. Ces contempteurs de la révolte, de la saine réaction d'une population, toujours de plus en plus nombreuse à contester l'état de fait... ne sont que les restes finissant d'une bourgeoisie électorale...

— *Qu'est-ce que c'est que le Tiers-État ?*

— *Rien.*

— *Et que veut-il ?*

— *TOUT !*

Ça n'a pas changé !

—Isabelle—

¹ Benjamin Raspail (fils de François-Vincent Raspail), institue la fête nationale par la loi qui porte son nom, le 6 juillet... 1880 (quatre-vingt-onze ans après les événements — sigh).

DE L'ACTION DIRECTE
 Voltairine de Cleyre

« Vous pourriez, en prenant seulement votre voiture, vous rendre chez moi et me tuer sans déboursier d'autres frais qu'un peu d'essence ; cependant, si vous tenez absolument à dépenser mille dollars, je vous propose une autre solution : je vous descends d'un coup de revolver et ensuite je donnerai l'argent à ceux qui se battent pour une société libre où il n'y aura plus ni assassins ni présidents, ni mendiants ni sénateurs. » Réponse de Voltairine de Cleyre au sénateur Joseph R. Hawley qui avait offert une prime de 1000 dollars à quiconque tuerait un anarchiste.

Du point de vue de celui qui pense être capable de discerner la route du progrès humain, si tant est qu'il doit y avoir un progrès ; du point de vue de celui qui discerne un tel chemin sur la carte de son esprit et s'efforce de l'indiquer aux autres, de le leur montrer comme il le voit ; du point de vue de celui qui, en faisant cela, a choisi des expressions claires et simples à ses yeux afin de communiquer ses pensées aux autres —, pour un tel individu, il apparaît regrettable et confus pour l'esprit que l'expression "action directe" ait soudain acquis, aux yeux de la majorité de l'opinion publique, un sens limité, qui n'est pas du tout inclus dans ces deux mots, et que ceux qui pensent comme lui ne lui ont certainement jamais donné.

Cependant, il arrive souvent que le progrès joue des tours à ceux qui se croient capables de lui fixer des bornes et des limites. Fréquemment des noms, des phrases, des devises, des mots d'ordre ont été retournés, détournés, inversés, déformés à la suite d'événements incontrôlables par ceux qui utilisaient ces expressions correctement ; et ceux qui persistaient à défendre leur interprétation, et insistaient pour qu'on les écoute, ont finalement découvert que la période où se développaient

l'incompréhension et les préjugés annonçait seulement une nouvelle étape de recherche et de compréhension plus approfondie.

J'ai tendance à penser que c'est ce qui se passera avec le malentendu actuel concernant l'action directe. A travers la mécompréhension, ou la déformation délibérée, de certains journalistes de Los Angeles, à l'époque où les frères McNamara² plaidèrent coupables, ce malentendu a soudain acquis, dans l'esprit de l'opinion, le sens d'"attaques violentes contre la vie et la propriété" des personnes. De la part des journalistes, cela relevait soit d'une ignorance crasse, soit d'une malhonnêteté totale. Mais cela a poussé pas mal de gens à se demander ce qu'est vraiment l'action directe.

² James et Joseph McNamara, syndicalistes firent exploser une bombe non loin du *Los Angeles Times*, le 10 octobre 1910. Ils plaidèrent coupable pour échapper à la peine de mort.

Qu'est-ce que l'action directe ?

En réalité, ceux qui la dénoncent avec autant de vigueur et de démesure découvriront, s'ils réfléchissent un peu, qu'ils ont eux-mêmes, à plusieurs reprises, pratiqué l'action directe, et qu'ils le feront encore.

Toute personne qui a pensé, ne serait-ce qu'une fois dans sa vie, avoir le droit de protester, et a pris son courage à deux mains pour le faire ; toute personne qui a revendiqué un droit, seule ou avec d'autres, a pratiqué l'action directe. Il y a une trentaine d'années, je me souviens que l'Armée du Salut pratiquait vigoureusement l'action directe pour défendre la liberté de ses membres de s'exprimer en public, de se rassembler et de prier. On les a arrêtés, condamnés à des amendes et emprisonnés des centaines et des centaines de fois, mais ils ont continué à chanter, prier et défilé, jusqu'à ce que finalement ils obligent leurs persécuteurs à les laisser tranquilles. Les Industrial Workers of the World³ mènent à présent le même combat, et ont, dans plusieurs cas, obligé les autorités à les laisser tranquilles, en utilisant la même tactique de l'action directe.

³ IWW, Syndicat fondé par des radicaux révolutionnaire en 1905 en opposition à l'American Federation of Labor (conservateur et pro-patronal). L'IWW avait surtout des membres du Socialist Party of America, du Socialist Labor Party et d'autres groupes de gauche radicale.

Toute personne qui a eu un projet, et l'a effectivement mené à bien, ou qui a exposé son plan devant d'autres et a emporté leur adhésion pour qu'ils agissent tous ensemble, sans demander poliment aux autorités compétentes de le concrétiser à leur place, toute personne qui a agi ainsi a pratiqué l'action directe. Toutes les expériences qui font appel à la coopération relèvent essentiellement de l'action directe.

Toute personne qui a dû, une fois dans sa vie, régler un litige avec quelqu'un et est allé droit vers la ou les personnes concernées pour le régler, en agissant de façon pacifique ou par d'autres moyens, a pratiqué l'action directe. Les grèves et les campagnes de boycott en offrent un bon exemple ; beaucoup d'entre vous se souviennent de l'action des ménagères de New York qui ont boycotté les bouchers et obtenu que baisse le prix de la viande : en ce moment même, un boycott du beurre est sur le point de s'organiser, face à la hausse des prix décidée par les commerçants.

Ces actions ne sont généralement pas le produit d'un raisonnement profond sur les mérites de l'action directe ou indirecte, mais résultent des efforts spontanés de ceux qui se sentent opprimés par une situation donnée.

En d'autres termes, tous les êtres humains sont, le plus souvent, de fervents partisans du principe de l'action directe et la pratiquent. Cependant la plupart d'entre

eux sont également favorables à l'action indirecte ou politique. Ils interviennent sur les deux plans en même temps, sans y réfléchir longuement. Seul un nombre limité d'individus se refusent à avoir recours à l'action politique dans telle ou telle circonstance, voire la récuse systématiquement ; mais personne, absolument personne, n'a jamais été "incapable" de pratiquer l'action directe.

La majorité de ceux qui font profession de réfléchir sont des opportunistes ; ils penchent tantôt vers l'action directe, tantôt vers l'action indirecte, mais sont surtout prêts à utiliser n'importe quel moyen dès lors qu'une occasion l'exige. En d'autres termes, ceux qui affirment que le fait de voter à bulletins secrets pour élire un gouverneur est néfaste et ridicule sont aussi ceux qui, sous la pression de certaines circonstances, considèrent qu'il est indispensable de voter pour que tel individu occupe un poste à un moment particulier. Certains croient qu'en général la meilleure façon pour les gens d'obtenir ce qu'ils veulent est d'utiliser la méthode indirecte : en faisant élire et en portant au pouvoir quelqu'un qui donnera force de loi à ce qu'ils désirent ; mais ce sont les mêmes qui parfois, dans des conditions exceptionnelles, prôneront que l'on se mette en grève ; et, comme je l'ai déjà dit, la grève est une forme d'action directe. Ou bien ils agiront comme l'ont fait les agitateurs du Socia-

list Party⁴ (organisation qui désormais s'oppose vigoureusement à l'action directe) l'été dernier, lorsque la police tentait d'interdire leurs meetings. Ils sont allés en force aux lieux de réunion, prêts à prendre la parole à n'importe quel prix, et ont fait reculer les forces de l'ordre. Même si cette attitude était illogique de leur part, puisqu'ils se sont opposés aux exécuteurs légaux de la volonté majoritaire, leur action constituait un exemple parfait, et réussi, d'action directe.

Ceux qui, en raison de leurs convictions profondes, sont attachés à l'action directe sont seulement... mais qui donc ? Les non-violents, précisément ceux qui ne croient pas du tout en la violence ! Ne vous méprenez pas : je ne pense pas du tout que l'action directe soit synonyme de non-violence. L'action directe aboutit tantôt à la violence la plus extrême, tantôt à un acte aussi pacifique que les eaux paisibles de Siloé [4]. Non, les vrais non-violents peuvent seulement croire en l'action directe, jamais en l'action politique. La base de toute action politique est la coercition ; même lorsque l'État accomplit de bonnes choses, son pouvoir repose finalement sur les matraques, les fusils, ou les prisons, car il a toujours la possibilité d'y avoir recours.

Quelques exemples historiques

⁴ Notamment William D. Haywood, exclu de ce parti en janvier 1913 (sa bio en fin d'ouvrage).

De nos jours, n'importe quel écolier américain a entendu parler de l'action directe de certains hommes non-violents, dans le cadre de son programme d'histoire. Le premier exemple qui vient à l'esprit est celui des premiers quakers qui s'installèrent au Massachusetts. Les puritains les accusèrent de "troubler les hommes en leur prêchant la paix". En effet, les quakers refusaient de payer des impôts ecclésiastiques, de porter les armes, de prêter serment d'allégeance à un gouvernement, quel qu'il soit. (En agissant ainsi, ils ont pratiqué l'action directe, mais de façon passive). Aussi, les puritains, partisans de l'action politique, ont fait voter des lois pour empêcher les quakers d'entrer sur leur territoire, les exiler, leur infliger des amendes, des peines de prison, des mutilations et finalement les pendre. Les quakers ont continué à arriver en Amérique (ce qui était cette fois une forme active d'action directe) ; et les livres d'histoire nous rappellent que, après la pendaison de quatre quakers, et la flagellation de Margaret Brewster⁵ qui fut attachée à une charrette et promenée à travers les rues de Boston, "les puritains renoncèrent à faire taire les nouveaux

missionnaires" et que la "ténacité des quakers et leur non-violence finirent par triompher".

Autre exemple d'action directe, qui appartient aux débuts de l'histoire coloniale américaine : cette fois, il ne s'agit pas d'un conflit pacifique, mais de la révolte de Bacon⁶. Tous nos historiens défendent l'action des rebelles dans cette affaire, car ceux-ci avaient raison. Et pourtant il s'agissait d'une action directe violente contre une autorité légalement constituée. Laissez-moi vous rappeler les détails de cet événement : les planteurs de Virginie craignaient (avec raison) une attaque générale des Indiens. Partisans de l'action politique, ils demandèrent, ou plutôt leur dirigeant Bacon exigea que le gouverneur lui accorde le droit de recruter des volontaires pour se défendre. Ce dernier craignait — à juste titre — qu'une compagnie d'hommes armés ne devienne une menace pour lui-même. Il refusa donc d'accorder cette permission à Bacon. A la suite de quoi, les planteurs eurent recours à l'action directe. Ils levèrent des volontaires sans autorisation et combattirent victorieusement contre les Indiens. Le gouverneur décréta que Bacon était un traître mais le

peuple était de son côté, si bien que le gouverneur eut peur de le traduire en justice. Finalement, la situation s'envenima tellement que les rebelles mirent le feu à Jamestown. Si Bacon n'était pas mort, bien d'autres événements se seraient produits. Bien sûr, la répression fut terrible, comme cela se passe habituellement lorsqu'une révolte s'effondre d'elle-même ou est écrasée. Néanmoins, pendant sa brève période de succès, cette révolte corrigea nombre d'abus. Je suis persuadée que, à l'époque, les partisans de l'action politique à tout prix, après que les réactionnaires furent revenus au pouvoir, ont dû s'exclamer : « Regardez tous les maux que provoque l'action directe ! Notre colonie a fait un bond d'au moins vingt-cinq ans en arrière » ; ils oublièrent que, si les colons n'avaient pas recouru à l'action directe, les Indiens auraient pris leurs scalps un an plus tôt, au lieu que nombre d'entre eux soient pendus par le gouverneur un an plus tard.

Dans la période d'agitation et d'excitation qui précéda la révolution américaine, on assista à toutes sortes d'actions directes, des plus pacifiques aux plus violentes ; je crois que presque tous ceux qui étudient l'histoire des États-Unis trouvent que ces actions constituent la partie la plus intéressante de l'histoire, celle qui s'imprègne le plus facilement dans leur mémoire.

Parmi les actions pacifiques, on peut citer no-

⁵ Dernier cas de persécution des quakers, en 1677 ; lorsque Margaret Brewster est sortie vêtue d'un sac et de cendres "pour témoigner et pour demander la fin des lois cruelles de Boston" envers les Quakers. Elle a été dûment fouettée à travers Boston à la queue d'un chariot, comme selon la "tradition".

⁶ Nathaniel Bacon (164. ?-1676) se révolta en 1676 avec un groupe de colons. Ils s'emparèrent de la ville de Jamestown, l'incendiant. Ils voulaient avoir des réformes et une plus grande participation dans le gouvernement de la Virginie. Il est mort le 26 octobre 1676 de la dysenterie.

tamment les accords de non-importation, les ligues pour porter des vêtements fabriqués dans la colonie et les “comités de correspondance”⁷. Comme les hostilités se développaient inévitablement, l’action directe violente prit elle aussi de l’ampleur ; par exemple, on détruisit les timbres fiscaux, on interdit le débarquement des cargaisons de thé, on les plaça dans des locaux humides, on les jeta dans les eaux du port, comme à Boston, on obligea un propriétaire d’une cargaison de thé à mettre le feu à son propre bateau, comme à Annapolis. Toutes ces actions sont décrites dans nos manuels d’histoire, et aucun auteur ne les condamne, ou ne les regrette, bien qu’il se soit agi à chaque fois d’actions directes contre des autorités légalement constituées et contre le droit de propriété. Si je cite ces exemples et d’autres de même nature, c’est pour souligner deux points à l’intention de ceux qui répètent certains arguments comme des perroquets : premièrement, les hommes ont toujours eu recours à l’action directe ; et deuxièmement, ceux qui la condamnent aujourd’hui sont également ceux qui l’approuvent d’un point de vue historique.

George Washington dirigeait la Ligue des planteurs de Virginie contre les importations ; un tribunal lui aurait certainement “enjoint” de ne pas créer une

telle organisation et, s’il avait insisté, il lui aurait infligé une amende pour offense à la Cour.

Lorsque le grand conflit entre le Nord et le Sud s’intensifia, ce fut encore l’action directe qui précéda et précipita l’action politique. Et je ferai remarquer que l’on n’engage jamais, que l’on n’envisage même jamais aucune action politique, tant que les esprits assoupis n’ont pas été réveillés par des actes de protestation directe contre les conditions existantes.

L’histoire du mouvement abolitionniste et de la Guerre de Sécession nous offre un énorme paradoxe, même si nous savons bien que l’histoire n’est qu’une chaîne de paradoxes. Sur le plan politique, les États esclavagistes luttèrent pour une plus grande liberté, pour l’autonomie de chaque État et contre toute intervention du gouvernement fédéral ; par contre, les États non esclavagistes voulaient un État centralisé et fort, État que les sécessionnistes condamnaient avec raison parce qu’il allait donner naissance à des formes de pouvoir de plus en plus tyranniques. Et c’est ce qui arriva. Depuis la fin de la guerre de Sécession, le pouvoir fédéral empiète de plus en plus sur les prérogatives de chaque État. Les négriers modernes (les industriels) se retrouvent continuellement en conflit avec le pouvoir centralisé contre lequel les esclavagistes d’antan protestaient (la liberté à la bouche mais la tyrannie au cœur). D’un point

de vue éthique, ce sont les États non esclavagistes qui, en théorie, prônaient une plus grande liberté, tandis que les sécessionnistes défendaient le principe de l’esclavage. Mais cette position éthiquement juste était très abstraite : en effet, la majorité des Nordistes, qui n’avaient jamais côtoyé d’esclaves noirs, pensaient que cette forme d’exploitation était probablement une erreur ; mais ils n’étaient pas pressés de la faire disparaître. Seuls les abolitionnistes, une infime minorité, avaient une véritable position éthique : à leurs yeux seule importait l’abolition de l’esclavage — ils ne se souciaient pas de la sécession ni de l’union entre les États américains. Au point que beaucoup d’entre eux prônaient la dissolution de l’Union ; ils pensaient que le Nord devait en prendre l’initiative afin que les Nordistes ne soient plus accusés de maintenir les Noirs prisonniers de leurs chaînes.

Bien sûr, toutes sortes de gens ayant toutes sortes d’idées voulaient abolir l’esclavage : des quakers comme Whittier⁸ (les quakers, ces partisans de la paix à tout prix, furent en fait les premiers partisans de l’abolition de l’esclavage, dès leur arrivée en Amérique) ; des partisans modérés de l’action politique qui voulaient racheter les esclaves pour résoudre le problème rapidement ; et puis des gens extrêmement

⁷ Créés en 1774 pour réunir les doléances des colons américains contre le gouvernement britannique.

⁸ John Greenleaf Whittier (1807-1892), poète quaker, militant pour l’abolition de l’esclavage.

violents qui croyaient en la violence et menèrent toutes sortes d'actions radicales.

En ce qui concerne les politiciens, pendant trente ans ils essayèrent de se défilier, de conclure des compromis, de marchander, de maintenir le statu quo, d'amadouer les deux parties, alors que la situation exigeait des actes, ou au moins une parodie d'action. Mais "les étoiles dans leur course combattirent contre Sisera"⁹, le système s'effondra de l'intérieur et, sans éprouver le moindre remords, les partisans de l'action directe agrandirent les fissures de l'édifice esclavagiste.

Parmi les différentes expressions de la révolte directe mentionnons l'organisation du "chemin de fer souterrain". La plupart de ceux qui y participèrent soutenaient les deux formes d'action (directe et politique); cependant, même si, en théorie, ils pensaient que la majorité avait le droit d'édicter et d'appliquer des lois, ils n'y croyaient pas totalement. Mon grand-père avait fait partie de ce réseau clandestin et aidé de nombreux esclaves à rejoindre le Canada. C'était un homme attaché aux règles, dans la plupart des domaines, même si j'ai souvent pensé qu'il respectait la loi parce qu'il avait rarement affaire à elle; ayant toujours mené la vie d'un pionnier, la loi le touchait généralement d'assez loin,

alors que l'action directe avait pour lui la valeur d'un impératif. Quoi qu'il en soit, et aussi légaliste fût-il, il n'éprouvait aucun respect pour les lois esclavagistes, même si elles avaient été votées à une majorité de cinq cents pour cent. Et il violait consciemment toutes celles qui l'empêchaient d'agir.

Parfois, le bon fonctionnement du "chemin de fer souterrain" exigeait l'usage de la violence, et on l'employait. Je me souviens qu'une vieille amie me raconta qu'elle et sa mère avaient surveillé leur porte toute la nuit, pendant qu'un esclave recherché se cachait dans leur cave. Toutes deux avaient beau descendre de familles quakers et sympathiser avec leurs idées, elles avaient un fusil de chasse à portée de main, sur la table. Heureusement, elles n'eurent pas besoin de tirer, ce soir-là.

Lorsque la loi sur les esclaves évadés fut votée, grâce à certains politiciens du Nord qui voulaient encore amadouer les propriétaires d'esclaves, les partisans de l'action directe décidèrent de libérer les esclaves qui avaient été repris. Il y eut l'"opération Shadrach" puis l'opération "Jerry" (cette dernière sous la direction du fameux Gerrit Smith¹⁰), et bien d'autres qui réussirent ou échouèrent.

¹⁰ Gerrit Smith (1797-1874), homme politique abolitionniste. Connu comme l'un de ceux qui ont financé le raid contre l'arsenal fédéral à Harpers Ferry entrepris par John Brown pour l'abolition de l'esclavage aux États-Unis.

rent. Cependant les politiciens continuèrent leurs manœuvres et tentèrent de concilier l'inconciliable. Les partisans de la paix à tout prix, les plus légalistes, dénoncèrent les abolitionnistes, un peu de la même façon que des gens comme William D. Haywood et Frank Bohn¹¹ sont dénoncés par leur propre parti aujourd'hui.

L'autre jour, j'ai lu dans le quotidien *Daily Socialist* de Chicago une lettre du secrétaire du Socialist Party de Louis-ville au secrétaire national. M. Dobbs demandait que l'on remplace M. Bohn, qui devait venir parler dans sa ville, par un orateur plus responsable et plus raisonnable. Pour expliquer sa démarche, il citait un passage de la conférence de Bohn: "Si les frères McNamara avaient défendu avec succès les intérêts de la classe ouvrière, ils auraient eu raison, de même que John Brown aurait eu raison s'il avait réussi à libérer les esclaves. Pour John Brown, comme pour les McNamara, l'ignorance était leur seul crime."

Et M. Dobbs de faire le commentaire suivant. "Nous nous élevons fermement contre de tels propos. Cette comparaison entre la révolte ouverte — même si elle était erronée — de John Brown d'un côté, et les méthodes clandestines et meurtrières des frères McNamara de l'autre, est le fruit d'un raisonnement creux qui

⁹ Citation de la Bible où il est fait allusion à une intervention miraculeuse des étoiles en faveur des Juifs au cours de leur bataille contre le "général Sisera".

¹¹ Frank Bohn (1878-1975), cofondateur des IWW. Fini député du Parti républicain (Sigh).

conduit à des conclusions logiques très dangereuses.” M. Dobbs ignore certainement ce que furent la vie et les actions de John Brown¹². Ce partisan convaincu de la violence aurait traité avec mépris quiconque aurait essayé de le faire passer pour un agneau. Et une fois qu’une personne croit en la violence, c’est à elle seule de décider quelle est la façon la plus efficace de l’appliquer, en fonction des conditions concrètes et de ses propres moyens. John Brown n’hésita jamais à utiliser des méthodes conspiratives. Ceux qui ont lu l’autobiographie de Frederick Douglass¹³ et les Souvenirs de Lucy Colman¹⁴ savent que John Brown avait prévu d’organiser une série de camps fortifiés dans les montagnes de la Virginie-Occidentale, de la Caroline du Nord et du Tennessee, d’envoyer des émissaires secrets parmi les esclaves pour les inciter à venir se réfugier dans ces camps, et ensuite réfléchir aux mesures et aux conditions nécessaires pour fomenter la révolte chez les Noirs. Ce plan échoua surtout parce que les esclaves eux-mêmes ne désiraient pas assez fortement la liberté.

Plus tard, lorsque des politiciens à l’esprit tortueux, toujours soucieux de ne rien faire, votèrent la loi Kansas-Nebraska qui laissait les colons décider seuls de la légalité de l’esclavage, les partisans de l’action directe, dans les deux camps, envoyèrent de pseudo-colons dans ces territoires et ceux-ci s’affrontèrent. Les partisans de l’esclavage arrivèrent les premiers ; ils rédigèrent une constitution qui reconnaissait l’esclavage et une loi punissant de mort toute personne qui aiderait un esclave à s’échapper ; mais les Free Soilers¹⁵, qui arrivèrent un peu plus tard parce qu’ils venaient d’États plus éloignés, rédigèrent une seconde constitution, et refusèrent de reconnaître les lois de leurs adversaires. John Brown se trouvait parmi eux et utilisa la violence, tantôt ouvertement tantôt clandestinement. Les politiciens décents, favorables à la paix sociale, le considéraient comme un “voleur de chevaux et un assassin”. Et il ne fait pas le moindre doute qu’il vola des chevaux, sans prévenir personne de son intention de les dérober, et qu’il tua des partisans de l’esclavage. Il se battit et réussit à s’en tirer un bon nombre de fois avant qu’il tente de s’emparer de

l’arsenal d’Harpers Ferry¹⁶. S’il n’utilisa pas la dynamite, c’est seulement parce qu’elle n’était pas encore une arme très répandue à l’époque. Il attenta à la vie de beaucoup plus de gens que les frères McNamara, dont M. Dobbs condamne les “méthodes meurtrières”. Pourtant les historiens ont compris la portée des actions de John Brown. Cet homme violent, qui avait du sang sur les mains, fut condamné et pendu pour haute trahison ; mais tout le monde sait que c’était une âme forte et belle, désintéressée, qui ne pouvait supporter que quatre millions d’hommes soient traités comme des animaux. John Brown pensait que combattre cette injustice, ce crime horrible, était un devoir sacré qu’il accomplissait sur l’ordre de Dieu — car cet homme très religieux appartenait à l’Église presbytérienne.

C’est grâce aux actions, pacifiques ou violentes, des précurseurs du changement social que la Conscience Humaine, la conscience des masses, s’éveille au besoin du changement. Il serait absurde de prétendre qu’aucun résultat positif n’a jamais été obtenu par les moyens politiques traditionnels ; parfois de bonnes choses en résultent. Mais jamais tant que la révolte individuelle, puis la révolte des masses ne l’imposent. L’action directe est toujours le héraut, l’élément déclencheur, qui permet à la grande masse des indifférents de prendre

¹² John Brown, pendu en 1859 (voir sa bio page 142).

¹³ Mémoires d’un esclave (Lux Québec éd. Bois-des-Filion, Canada, 2007).

¹⁴ Lucy N. Colman (1817-1906), militante abolitionniste et féministe. Autrice de “*Réminiscences*” en 1891 (non traduit — sigh), couvrant ses souvenirs du mouvement abolitionniste.

¹⁵ Membres du Parti du sol libre (Free Soil), fondé en 1848. Le principal but du Parti du sol libre était de s’opposer à l’expansion de l’esclavage dans les nouveaux territoires de l’ouest, arguant que des hommes libres sur un sol libre constituaient un système supérieur moralement et économiquement à celui de l’esclavage.

¹⁶ Dans l’État de Virginie-Occidentale.

conscience que l'oppression devient intolérable.

Les luttes actuelles
contre l'esclavage salarié

Nous subissons maintenant l'oppression dans ce pays — et pas seulement ici, mais dans toutes les parties du monde qui jouissent des bienfaits fort contrastés de la civilisation. Et de même que l'ancien esclavage, le nouveau provoque à la fois des actions directes et des actions politiques. Une fraction de la population américaine produit la richesse matérielle qui permet à tous de vivre ; exactement de la même façon que quatre millions d'esclaves noirs entretenaient la foule de parasites qui les commandaient. Aujourd'hui ce sont les travailleurs agricoles et les ouvriers d'industrie.

A travers l'action imprévisible d'institutions qu'aucun d'eux n'a créées, mais qui sévissent depuis leur naissance, ces travailleurs, la partie la plus indispensable de toute la structure sociale, sans le travail desquels personne ne pourrait ni manger, ni s'habiller, ni se loger, ces travailleurs, dis-je, sont justement ceux qui disposent du moins de nourriture, de vêtements et des pires logements — sans parler des autres bienfaits que la société est censée leur dispenser, comme l'éducation et l'accès aux plaisirs artistiques.

Ces ouvriers ont, d'une façon ou d'une autre, joint leurs efforts pour que leur condition s'améliore ; en premier lieu par l'action di-

recte, en second lieu par l'action politique. Nous avons des groupes comme la Grange¹⁷, les Farmers Alliances¹⁸, les coopératives, les colonies expérimentales, les Knights of Labor¹⁹, les syndicats et les Industrial Workers of the World. Tous ont organisé les travailleurs pour alléger le poids de l'exploitation, pour des prix meilleur marché, des conditions de travail moins catastrophiques, et une journée de travail un peu plus courte ; ou contre une réduction de salaire, la détérioration des conditions de travail ou l'allongement des horaires.

Aucun de ces groupes, à part les IWW, n'a reconnu qu'il existe une guerre sociale et qu'elle se poursuivra tant que se perpétueront les conditions sociales et juridiques actuelles. Ils ont accepté les institutions fondées sur la propriété privée, telles qu'elles étaient. Ces

¹⁷ *National Grange of the Patrons of Husbandry* : association de fermiers créée en 1867 et qui prit de l'ampleur après la crise agricole de 1873. Le mouvement atteignit son apogée en 1875, regroupant près de 20 000 membres avant de décliner.

¹⁸ La *Southern Farmers Alliance* fut fondée au Texas en 1875 et la *Northern Farmers Alliance* à Chicago en 1880. Les *Alliances* se tournèrent vers la politique : le Populist Party.

¹⁹ Le *Noble and Holy Order of the Knights of Labor* est une organisation de défense ouvrière pré-syndicale qui exista de 1869 à 1949 aux États-Unis. Opérant de manière secrète jusqu'en 1878, elle connut un développement important jusqu'en 1886, avant de décliner, "victime" de la concurrence de la Fédération américaine du travail (AFL) et de la répression patronale.

organisations regroupent des gens ordinaires, aux aspirations ordinaires, et elles ont entrepris de faire ce qu'il leur semblait possible et raisonnable d'accomplir. Lors de la création de ces groupes, ces militants ne se sont pas engagés sur un programme politique particulier, ils se sont associés pour mener une action directe, décidée par eux-mêmes, offensive ou défensive.

Il y a vingt-deux ans, j'ai rencontré des militants des Farmers Alliances, des Knights of Labor et des syndicalistes qui m'ont dit cela. Ils voulaient lutter pour des objectifs plus larges que ceux que proposés par leurs organisations ; mais ils devaient aussi accepter leurs camarades de travail comme ils étaient, et essayer de les inciter à lutter pour des objectifs immédiats qu'ils percevaient clairement : prix plus justes, salaires plus élevés, conditions de travail moins dangereuses ou moins tyranniques, semaine de travail moins longue. A l'époque où sont nés ces mouvements, les travailleurs agricoles ne pouvaient pas comprendre que leur lutte convergeait avec le combat des ouvriers des usines ou des transports ; et ces derniers ne voyaient pas non plus leurs points communs avec le mouvement des paysans. D'ailleurs, même aujourd'hui, peu d'entre eux le comprennent. Ils doivent encore apprendre qu'il n'existe qu'une seule lutte commune contre ceux qui se sont approprié les

terres, les capitaux et les machines.

Malheureusement les grandes organisations paysannes ont gaspillé leur énergie en s'engageant dans une course stupide au pouvoir politique. Elles ont réussi à prendre le pouvoir dans certains États, mais les tribunaux ont déclaré que les lois votées n'étaient pas constitutionnelles, et toutes leurs conquêtes politiques ont été enterrées. A l'origine, leur programme visait à construire leurs propres silos, y stocker les produits et les tenir à l'écart du marché jusqu'à ce qu'ils puissent échapper aux spéculateurs. Ils voulaient aussi organiser des échanges de services et imprimer des billets de crédit pour les produits déposés afin de payer ces échanges. Si ce programme d'aide mutuelle directe avait fonctionné, il aurait montré, dans une certaine mesure, au moins pendant un temps, comment l'humanité peut se libérer du parasitisme des banquiers et des intermédiaires. Bien sûr, ce projet aurait fini par être liquidé, à moins que sa vertu exemplaire n'ait bouleversé tellement l'esprit des hommes qu'il leur ait donné envie de mettre fin au monopole légal de la terre et des capitaux ; mais au moins ce projet aurait eu un rôle éducatif fondamental. Malheureusement, ce mouvement poursuivait une chimère et se désintégra surtout à cause de sa futilité.

Les Knights of Labor sont eux aussi devenus pratiquement insignifiants, non pas parce qu'ils n'ont pas

eu recours à l'action directe, ni parce qu'ils se sont mêlés de politique, mais parce qu'il s'agissait d'une masse d'ouvriers trop hétérogène pour réussir à conjuguer efficacement leurs efforts.

Pourquoi les patrons ont peur des grèves

Les syndicats ont atteint une taille bien plus imposante que celle des Knights of Labor et leur pouvoir a continué à croître, lentement mais sûrement. Certes cette croissance a connu des fluctuations, des reculs ; de grandes organisations ont surgi puis disparu. Mais dans l'ensemble, les syndicats constituent un pouvoir en plein développement. Malgré leurs faibles ressources, ils ont offert, à une certaine fraction des travailleurs, un moyen d'unir leurs forces, de faire pression directement sur leurs maîtres et d'obtenir ainsi une petite partie de ce qu'ils voulaient — de ce qu'ils devaient essayer d'obtenir, vu leur situation. La grève est leur arme naturelle, celle qu'ils se sont forgée eux-mêmes. Neuf fois sur dix, les patrons redoutent la grève — même si, bien sûr, il peut arriver que certains s'en réjouissent, mais c'est plutôt rare. Les patrons savent qu'ils peuvent gagner contre les grévistes, mais ils ont terriblement peur que leur production s'interrompe. Par contre, ils ne craignent nullement un vote qui exprimerait "la conscience de classe" des électeurs ; à l'atelier, vous pouvez discuter du socialisme, ou de n'importe quel autre programme ; mais le jour où

vous commencez à parler de syndicalisme, attendez-vous à perdre votre travail ou au moins à ce que l'on vous menace et que l'on vous ordonne de vous taire. Pourquoi ? Le patron se moque de savoir que l'action politique n'est qu'une impasse où s'égaré l'ouvrier, et que le socialisme politique est en train de devenir un mouvement petit-bourgeois. Il est persuadé que le socialisme est une très mauvaise chose — mais il sait aussi que celui-ci ne s'instaurera pas demain. Par contre, si tous ses ouvriers se syndiquent, il sera immédiatement menacé. Son personnel aura l'esprit rebelle, il devra dépenser de l'argent pour améliorer les conditions de travail, il sera obligé de garder des gens qu'il n'aime pas et, en cas de grève, ses machines ou ses locaux seront peut-être endommagés.

On dit souvent, et on le répète parfois jusqu'à la nausée, que les patrons ont une « conscience de classe », qu'ils sont solidement soudés pour défendre leurs intérêts collectifs, et sont prêts individuellement à subir toutes sortes de pertes plutôt que de trahir leurs prétendus intérêts communs. Ce n'est absolument pas vrai. La majorité des capitalistes sont exactement comme la plupart des ouvriers : ils se préoccupent beaucoup plus de leurs pertes personnelles (ou de leurs gains) que des pertes (ou des victoires) de leur classe. Et lorsqu'un syndicat menace un patron, c'est

à son portefeuille qu'il s'en prend.

Toute grève est synonyme de violence

Aujourd'hui chacun sait qu'une grève, quelle que soit sa taille, est synonyme de violence. Même si les grévistes ont une préférence morale pour les méthodes pacifiques, ils savent parfaitement que leur action causera des dégâts. Lorsque les employés du télégraphe font grève, ils sectionnent des câbles et scient des pylônes, tandis que les jaunes bousillent leurs instruments de travail parce qu'ils ne savent pas les utiliser. Les sidérurgistes s'affrontent physiquement aux briseurs de grève, cassent des carreaux, détraquent certains appareils de mesure, endommagent des laminoirs qui coûtent très cher et détruisent des tonnes de matières premières. Les mineurs endommagent des pistes et des ponts et font sauter des installations. S'il s'agit d'ouvriers, ou d'ouvrières, du textile, un incendie d'origine inconnue éclate, des pierres volent à travers une fenêtre apparemment inaccessible ou une brique est lancée sur la tête d'un patron. Quand les employés des tramways font grève, ils arrachent les rails ou élèvent des barricades sur les voies avec des charrettes ou des wagons retournés, des clôtures volées, des voitures incendiées. Lorsque les cheminots se mettent en colère, des moteurs "expirent", des locomotives folles dé-

marrent sans conducteur, des chargements déraillent et des trains sont bloqués. S'il s'agit d'une grève du bâtiment, les travailleurs dynamitent des constructions. Et à chaque fois, des combats éclatent entre d'un côté les briseurs de grève et les jaunes et, de l'autre, les grévistes et leurs sympathisants, entre le Peuple et la Police.

Pour les patrons, une grève sera synonyme de projecteurs, de fil de fer barbelé, de palissades, de locaux de détention, de policiers et d'agents provocateurs, de kidnappings violents et d'expulsions. Ils inventeront tous les moyens possibles pour se protéger directement, sans compter l'ultime recours à la police, aux milices, aux brigades spéciales et aux troupes fédérales.

Tout le monde sait cela et sourit lorsque les responsables syndicaux protestent, affirmant que leurs organisations sont pacifiques et respectent les lois. Tout le monde est conscient qu'ils mentent. Les travailleurs savent que les grévistes utilisent la violence, à la fois ouvertement et clandestinement, et qu'ils n'ont pas d'autres moyens, s'ils ne veulent pas capituler immédiatement. Et la population ne confond pas les grévistes qui sont obligés de recourir à la violence avec les crapules destructrices qui les provoquent délibérément. Généralement, les gens comprennent que les grévistes agissent ainsi parce qu'ils sont poussés par la dure logique d'une situation

qu'ils n'ont pas créée, mais qui les force à attaquer pour survivre, sinon ils seront obligés de tomber tout droit dans la misère jusqu'à ce que la mort les frappe, à l'hospice, dans les rues des grandes villes ou sur les berges boueuses d'une rivière. Telle est l'horrible situation devant laquelle se trouvent les ouvriers ; ce sont les êtres les plus humains — ils font un détour pour soigner un chien blessé, ou ramener chez eux un chiot et le nourrir, ou s'écartent d'un pas pour ne pas écraser un ver de terre — et ils recourent à la violence contre leurs congénères. Ils savent, parce que la réalité le leur a appris, que c'est l'unique façon de gagner, si tant est qu'ils puissent gagner quelque chose. « Vous n'avez qu'à mieux voter aux prochaines élections ! » affirment certains. Il m'a toujours semblé qu'il s'agit de l'une des réponses les plus ridicules qu'une personne puisse faire, lorsqu'un gréviste lui demande de l'aide face à une situation matérielle délicate, et alors que les élections auront lieu dans six mois, un an voire deux ans. Malheureusement, ceux qui savent comment la violence est utilisée dans la guerre des syndicats contre les patrons ne prennent pas publiquement la parole pour dire : « Tel jour, à tel endroit, telle action spécifique a été entreprise ; telles et telles concessions ont été accordées à la suite de cette action ; tel patron a capitulé. » Agir ainsi mettrait en péril leur liberté et leur

pouvoir de continuer le combat. C'est pourquoi ceux qui sont les mieux informés doivent se taire et ricaner discrètement en écoutant les ignorants pérorer. Pourtant seule la connaissance des faits peut éclaircir leur position.

Les adversaires de l'action directe

Ces dernières semaines, certains n'ont pas été avarés de paroles creuses. Des orateurs et des journalistes, honnêtement convaincus de l'efficacité de l'action politique, persuadés qu'elle seule peut permettre aux ouvriers de remporter la bataille, ont dénoncé les dommages incalculables causés par ce qu'ils appellent l'action directe (ils veulent dire en fait la « violence conspiratrice »).

Un certain Oscar Ameringer, par exemple, a récemment déclaré, lors d'un meeting à Chicago, que la bombe lancée à Haymarket Square en 1886 avait fait reculer le mouvement pour la journée de huit heures d'un quart de siècle. D'après lui, ce mouvement aurait été victorieux si la bombe n'avait pas été lancée. Ce monsieur commet une grave erreur.

Personne n'est capable de mesurer précisément l'effet positif ou négatif d'une action, à l'échelle de plusieurs mois ou de plusieurs années. Personne ne peut démontrer que la journée de huit heures aurait pu devenir obligatoire vingt-cinq ans auparavant.

Nous savons que les législateurs de l'Illinois ont voté une loi pour la journée de 8

heures en 1871 et que ce texte est resté lettre morte. On ne peut pas davantage démontrer que l'action directe des ouvriers aurait pu l'imposer. Quant à moi, je pense que des facteurs beaucoup plus puissants que la bombe de Haymarket ont joué un rôle.

D'un autre côté, si l'on croit que l'influence négative de la bombe a été si puissante, alors les conditions de travail et l'exercice des activités syndicales devraient être bien plus difficiles à Chicago que dans les villes où rien d'aussi grave ne s'est produit. Pourtant on constate le contraire. Même si les conditions des travailleurs y sont déplorables, elles sont bien moins mauvaises à Chicago que dans d'autres grandes villes, et le pouvoir des syndicats y est plus développé que dans n'importe quel autre endroit, excepté San Francisco. Si l'on veut donc absolument tirer des conclusions à propos des effets de la bombe de Haymarket, il faut tenir compte de ces faits avant d'avancer une hypothèse. En ce qui me concerne, je ne pense pas que cet événement ait joué un rôle important dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Et il en sera de même avec la vigoureuse [campagne] actuelle contre la violence. Rien n'a fondamentalement changé. Deux hommes ont été emprisonnés pour ce qu'ils ont fait (il y a vingt-quatre ans, leurs semblables ont été pendus pour des actes qu'ils n'avaient pas commis) et quelques autres

seront peut-être incarcérés. Mais les forces de la Vie continueront à se révolter contre leurs chaînes économiques. Cette révolte ne faiblira pas, peu importe le parti qui remportera ou perdra les élections, jusqu'à ces chaînes soient brisées.

Comment pourrions-nous briser nos chaînes ?

Les partisans de l'action politique nous racontent que seule l'action électorale du parti de la classe ouvrière pourra atteindre un tel résultat ; une fois élus, ils entreront en possession des sources de la Vie et des moyens de production ; ceux qui aujourd'hui possèdent les forêts, les mines, les terres, les canaux, les usines, les entreprises et qui commandent aussi au pouvoir militaire à leur botte, en bref les exploités, abdiqueront demain leur pouvoir sur le peuple dès le lendemain des élections qu'ils auront perdues.

Et en attendant ce jour béni ?

En attendant, soyez pacifiques, travaillez bien, obéissez aux lois, faites preuve de patience et menez une existence frugale (comme Madero²⁰ le conseilla aux paysans mexicains après les avoir vendus à Wall Street).

Si certains d'entre vous sont privés de leurs droits civiques, ne vous révoltez même pas contre cette me-

²⁰ Francisco Ignacio Madero González (1873-1913), homme d'État mexicain, gros propriétaire terrien. Président de la République de 1911 à 1913. Renversé par un coup d'État militaire, il est assassiné.

sure, cela risquerait de "faire reculer le parti".

Action politique et action directe

J'ai déjà dit que, parfois, l'action politique obtient quelques résultats positifs — et pas toujours sous la pression des partis ouvriers, d'ailleurs. Mais je suis absolument convaincue que les résultats positifs obtenus occasionnellement sont annulés par les résultats négatifs ; de même que je suis convaincue que, si l'action directe a parfois des conséquences négatives, celles-ci sont largement compensées par les conséquences positives de l'action directe.

Presque toutes les lois originellement conçues pour le bénéfice des ouvriers sont devenues une arme entre les mains de leurs ennemis, ou bien sont restées lettre morte, sauf lorsque le prolétariat et ces organisations ont imposé directement leur application. En fin de compte, c'est toujours l'action directe qui a le rôle moteur. Prenons par exemple la loi antitrusts censée bénéficier au peuple en général et à la classe ouvrière en particulier. Il y environ deux semaines, deux cent cinquante dirigeants syndicaux ont été cités en justice. La compagnie de chemins de fer Illinois Central les accusait en effet d'avoir formé un trust en déclenchant une grève !

Mais la foi aveugle en l'action indirecte, en l'action politique, a des conséquences bien plus graves : elle détruit tout

sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes ; et enfin elle fait passer pour naturelle une idée absurde : il faudrait encourager la passivité des masses jusqu'au jour où le parti ouvrier gagnera les élections ; alors, par la seule magie d'un vote majoritaire, cette passivité se transformera tout à coup en énergie. En d'autres termes, on veut nous faire croire que des gens qui ont perdu l'habitude de lutter pour eux-mêmes en tant qu'individus, qui ont accepté toutes les injustices en attendant que leur parti acquière la majorité ; que ces individus vont tout à coup se métamorphoser en véritables « bombes humaines », rien qu'en entassant leurs bulletins dans les urnes !

Les sources de la Vie, les richesses naturelles de la Terre, les outils nécessaires pour une production coopérative doivent devenir accessibles à tous. Le syndicalisme doit élargir et approfondir ses objectifs, sinon il disparaîtra ; et la logique de la situation forcera graduellement les syndicalistes à en prendre conscience. Les problèmes des ouvriers ne pourront jamais être résolus en tabassant des jaunes, tant que des cotisations élevées et d'autres restrictions limiteront les adhésions au syndicat et pousseront certains travailleurs à aider les patrons. Les syndicats se développeront moins en com-

battant pour des salaires plus élevés qu'en luttant pour une semaine de travail plus courte, ce qui permettra d'augmenter le nombre de leurs membres, d'accepter tous ceux qui veulent adhérer. Si les syndicats veulent gagner des batailles, tous les ouvriers doivent s'allier et agir ensemble, agir rapidement (sans en avertir les patrons à l'avance) et profiter de leur liberté d'agir ainsi à chaque fois. Et si, un jour, les syndicats regroupent tous les ouvriers, aucune conquête ne sera permanente, à moins qu'ils se mettent en grève pour tout obtenir — pas une augmentation de salaire, ni une amélioration secondaire, mais toutes les richesses de la nature — et qu'ils procèdent, dans la foulée, à l'expropriation directe et totale !

Le pouvoir des ouvriers ne réside pas dans la force de leur vote, mais dans leur capacité à paralyser la production. La majorité des électeurs ne sont pas des ouvriers. Ceux-ci travaillent à un endroit aujourd'hui, à un autre demain, ce qui empêche un grand nombre d'entre eux de voter ; un grand pourcentage des ouvriers dans ce pays sont des étrangers qui n'ont pas le droit de voter. Les dirigeants socialistes le savent parfaitement. La preuve ? Ils affadissent leur propagande sur tous les points afin de gagner le soutien de la classe capitaliste, du moins des petits entrepreneurs. Selon la presse socialiste, des spéculateurs de Wall Street assurent qu'ils

sont prêts à acheter des actions de Los Angeles à un administrateur socialiste aussi bien qu'à un administrateur capitaliste. Les journaux socialistes prétendent que l'administration actuelle de Milwaukee a créé une situation économique très favorable aux petits investisseurs ; leurs articles publicitaires conseillent aux habitants de cette ville de se rendre chez Dupont ou Durand sur Milwaukee Avenue, qui les servira aussi bien qu'un grand magasin dépendant d'une grosse chaîne commerciale. En clair, parce que nos socialistes savent qu'ils ne pourront pas obtenir une majorité sans les voix de cette classe sociale, ils essaient désespérément de gagner le soutien (et de prolonger la vie) de la petite-bourgeoisie que l'économie socialiste fera disparaître.

Au mieux, un parti ouvrier pourrait, en admettant que ses députés restent honnêtes, former un solide groupe parlementaire qui conclurait des alliances ponctuelles avec tel ou tel autre groupe afin d'obtenir quelques mini-réformes politiques ou économiques.

Mais lorsque la classe ouvrière sera regroupée dans une seule grande organisation syndicale, elle pourra montrer à la classe possédante, en cessant brusquement le travail dans toutes les entreprises, que toute la structure sociale repose sur le prolétariat ; que les biens des patrons n'ont aucune valeur sans l'activité des travailleurs ; que des protestations comme les

grèves sont inhérentes à ce système fondé sur la propriété privée et qu'elles se reproduiront tant qu'il ne sera pas aboli. Et, après l'avoir montré dans les faits, les ouvriers exproprièrent tous les possédants.

« Mais le pouvoir militaire, objectera le partisan de l'action politique, nous devons d'abord obtenir le pouvoir politique, sinon on utilisera l'armée contre nous ! »

Contre une véritable grève générale, l'armée ne peut rien. Oh, bien sûr, si vous avez un socialiste dans le genre d'Aristide Briand²¹ au pouvoir, il sera prêt à déclarer que les ouvriers sont tous des "serviteurs de l'État" et à essayer de les faire travailler contre leurs propres intérêts. Mais contre le solide mur d'une masse d'ouvriers immobiles, même un Briand se cassera les dents.

En attendant, tant que la classe ouvrière internationale ne se réveillera pas, la guerre sociale se poursuivra, malgré toutes les déclarations hystériques de tous ces individus bien intentionnés qui ne comprennent pas que les nécessités de la Vie puissent s'exprimer ;

²¹ Aristide Briand (1862-1932), avocat et journaliste, secrétaire général du Parti socialiste français qu'il fonde avec Jaurès. Il quitte le Parti socialiste unifié, puis la SFIO. Il réprime la grève des cheminots en 1910. Briand est l'incarnation parfaite, jusqu'à la caricature, du socialiste qui trahit tous ses idéaux (on en connaît d'autres, désormais "macro-nisto-compatibles" NdE).

malgré la peur de tous ces dirigeants timorés ; malgré toutes les revanches que prendront les réactionnaires ; malgré tous les bénéfices matériels que les politiciens retirent d'une telle situation. Cette guerre de classe se poursuivra parce que la vie crie son besoin d'exister, qu'elle étouffe dans le carcan de la Propriété, et qu'elle ne se soumet pas.

Et que la Vie ne se soumettra pas

Cette lutte durera tant que l'humanité ne se libérera pas elle-même pour chanter l'Hymne à l'Homme de Swinburne²² :

*Gloire à l'Homme dans toute sa splendeur
Car il est le maître de toutes choses.*

²² Algernon Charles Swinburne (1837-1909). Bien qu'il fût d'origine aristocratique, ce poète romantique anglais était républicain et antichrétien. Il dénonça tous les despotes de son époque, du tsar au pape, en passant par le Kaiser.

L'ACTION DIRECTE

Émile Pouget

Ce qu'on entend par "Action directe"

L'Action Directe est la symbolisation du syndicalisme agissant. Cette formule est représentative de la bataille livrée à l'Exploitation et à l'Oppression. Elle proclame, avec une netteté qu'elle porte en soi, le sens et l'orientation de l'effort de la classe ouvrière dans l'assaut livré par elle, et sans répit, au capitalisme. L'Action Directe est une notion d'une telle clarté, d'une si évidente limpidité, qu'elle se définit et s'explique par son propre énoncé. Elle signifie que la Classe Ouvrière, en réaction constante contre le milieu actuel, n'attend rien des hommes, des puissances ou des forces extérieures à elle, mais qu'elle crée ses propres conditions de lutte et puise en soi ses moyens d'action. Elle signifie que, contre la société actuelle qui ne connaît que le citoyen, se dresse désormais le producteur. Celui-ci, ayant reconnu qu'un agrégat social est modelé sur son système de production, entend s'attaquer directement au mode de production capitaliste pour le transformer, en éliminer le patron et conquérir ainsi sa souveraineté à l'atelier — condition essentielle pour jouir de la liberté réelle.

Négation du Démocratisme

L'Action Directe implique donc que la Classe ouvrière

se réclame des notions de liberté et d'autonomie au lieu de plier sous le principe d'autorité. Or, c'est grâce au principe d'autorité, pivot du monde moderne — dont le démocratisme est l'expression dernière — que l'être humain, enchaîné par mille liens, tant moraux que matériels, est châtré de toute possibilité de volonté et d'initiative.

De cette négation du démocratisme, mensonger, et hypocrite, et forme ultime de cristallisation de l'Autorité, découle toute la méthode syndicaliste. L'Action Directe apparaît ainsi comme n'étant rien d'autre que la matérialisation du principe de liberté, sa réalisation dans les masses : non plus en formules abstraites, vagues et nébuleuses, mais en notions claires et pratiques, génératrices de la combativité qu'exigent les nécessités de l'heure ; c'est la ruine de l'esprit de soumission et de résignation, qui aveugle les individus, fait d'eux des esclaves volontaires, — et c'est la floraison de l'esprit de révolte, élément fécondant des sociétés humaines.

Cette rupture fondamentale et complète, entre la société capitaliste et le monde ouvrier, que synthétise l'Action directe, l'*Association internationale des Travailleurs* l'avait exprimée dans sa devise : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". Et elle avait contribué à faire de cette rupture une réalité en attachant une importance primordiale aux groupements

économiques. Mais confuse encore était la prépondérance qu'elle leur attribuait. Cependant, elle avait senti que l'œuvre de transformation sociale doit se commencer par la base et que les modifications politiques ne sont qu'une conséquence des changements apportés au régime de la production. C'est pourquoi elle exaltait l'action des groupements corporatifs et, naturellement, elle légitimait le procédé de manifestation de leur vitalité et de leur influence, adéquat à leur organisme — et qui n'est autre que l'Action Directe.

L'Action Directe est, en effet, fonction normale des syndicats, caractère essentiel de leur constitution ; il serait d'une absurdité criante que de tels groupements se bornassent à agglutiner les salariés pour les mieux adapter au sort auquel les a condamnés la société bourgeoise — à produire pour autrui. Il est bien évident que, dans le syndicat, s'agglomèrent pour leur *self-défense*, pour lutter personnellement et directement, des individus sans idées sociales bien nettes. L'identité des intérêts les y attire ; ils y viennent d'instinct. Là, en ce foyer de vie, se fait un travail de fermentation, d'élaboration, d'éducation : le syndicat élève à la conscience les travailleurs encore aveuglés par les préjugés que leur inculque la classe dirigeante : il fait éclater à leurs yeux l'impérieuse nécessité de la lutte, de la révolte ; il les

prépare aux batailles sociales par la cohésion des efforts communs. D'un tel enseignement, il se dégage que chacun doit agir, sans s'en rapporter jamais sur autrui du soin de besogner pour soi. Et c'est en cette gymnastique

d'imprégnation en l'individu de sa valeur propre, et d'exaltation de cette valeur, que réside la puissance fécondante de l'Action Directe. Elle bande le ressort humain, elle trempe les caractères, elle affine les énergies. Elle apprend à avoir confiance en soi ! À ne s'en rapporter qu'à soi ! À être maître de soi ! À agir soi-même !

Or, si on compare les méthodes en usage dans les groupements et formations démocratiques, on constate qu'elles n'ont rien de commun avec cette constante tendance à davantage de conscience, non plus qu'avec cette adaptation à l'action qui est l'atmosphère des groupements économiques. Et il n'y a pas à supposer que les méthodes en vigueur dans ceux-ci puissent se transvaser dans ceux-là. Ailleurs que sur le terrain économique, l'Action Directe est une formule vide de sens, car elle est contradictoire avec le fonctionnement des agrégats démocratiques dont le mécanisme obligé est le système représentatif qui implique, à la base, l'inaction des individus. Il s'agit de faire confiance aux représentants ! De s'en rapporter à eux ! De compter sur eux ! De les laisser agir !

Le caractère d'action autonome et personnelle de la classe ouvrière, que synthétise l'Action Directe, est précisé et accentué par sa manifestation sur le plan économique, où toutes les équivoques s'effritent, où il ne peut y avoir de malentendus, où tout effort est utile. Sur ce plan se dissocient les combinaisons artificielles du démocratismes qui amalgament des individus dont les intérêts sociaux sont antagoniques. Ici, l'ennemi est visible. L'exploiteur, l'opresseur ne peuvent espérer se dérober sous les masques trompeurs, ou illusionner en s'affublant d'oripeaux idéologiques : ennemis de classe ils sont, — et tels ils apparaissent franchement, brutalement ! Ici, la lutte s'engage face à face et tous les coups portent. Tout effort aboutit à un résultat tangible, perceptible : il se traduit immédiatement par une diminution de l'autorité patronale, par le relâchement des entraves qui enserrant l'ouvrier à l'atelier, par un mieux-être relatif. Et c'est pourquoi, logiquement, s'évoque l'impérieuse nécessité de l'entente entre frères de classe, pour aller côte à côte à la bataille, faisant ensemble front contre l'ennemi commun.

Aussi, est-il naturel que, dès qu'un groupement corporatif est constitué, on puisse inférer de sa naissance que, consciemment ou inconsciemment, les travailleurs qui s'y agglomèrent se préparent à faire eux-mêmes leurs affaires ; qu'ils ont la volonté de se dresser contre

leurs maîtres et n'escomptent de résultats que de leurs propres forces ; qu'ils entendent agir directement, sans intermédiaires, sans se reposer sur autrui du soin de mener à bien les besognes nécessaires. L'Action Directe, c'est donc purement l'action syndicale, indemne de tout alliage, franche de toutes les impuretés, sans aucun des tampons qui amortissent les chocs entre les belligérants, sans aucune des déviations qui altèrent le sens et la portée de la lutte : c'est l'action syndicale sans compromissions capitalistes, — sans les acoquinades avec les patrons que rêvent les thuriféraires de la "paix sociale" ; c'est l'action syndicale, sans accointances gouvernementales, sans intrusion dans le débat de "personnes interposées".

Exaltation de l'Individu

L'Action Directe, c'est la libération des foules humaines jusqu'ici façonnées à l'acceptation des croyances imposées, — c'est leur montée vers l'examen, vers la conscience. C'est l'appel à tous pour participer à l'œuvre commune : chacun est invité à ne plus être un zéro humain, — à ne plus attendre d'en haut ou de l'extérieur son salut ; chacun est incité à mettre la main à la pâte, — à ne plus subir passivement les fatalités sociales. L'Action Directe clôt le cycle des miracles — miracles du ciel, miracles de l'État — et en opposition aux espoirs en les "providences", de quel-

que espèce que ce soit, elle proclame la mise en pratique de la maxime : le salut est en nous !

Cette incomparable puissance rayonnante de l'Action directe, des hommes d'opinions et de tempéraments divers l'ont reconnue, rendant ainsi hommage à cette méthode dont la féconde valeur sociale est incontestable.

C'est Keufer qui, en juin 1902, au sujet de la situation syndicale des ouvriers verriers, alors précaire, leurs organisations étant disloquées, écrivait :

“Nous ne serions pas surpris que la politique ne soit pas étrangère à ces divisions, car trop souvent, dans les mêlées sociales, beaucoup de camarades croient à l'efficacité de l'intervention des hommes politiques dans la défense de leurs intérêts économiques.

Nous pensons, au contraire, que les travailleurs, solidement organisés dans les syndicats et fédérations de métier ou d'industrie, acquerront une plus grande force et une autorité suffisante pour traiter avec les industriels en cas de conflits, d'une façon directe et sans autre concours que celui de la classe ouvrière qui ne lui fera pas défaut”. Il faut que le prolétariat fasse ses affaires lui-même...

C'est Marcel Sembat qui, au parlement, s'exprimait comme suit :

“L'action Directe ? Mais c'est tout simplement de grouper les travailleurs en syndicats et en fédérations ouvrières pour arriver ain-

si, au lieu de tout attendre de l'État, de la Chambre, au lieu de tendre perpétuellement sa casquette au parlement pour qu'il y jette dédaigneusement un sou de temps en temps, à ce que les travailleurs se groupent, se concertent.

Entente des travailleurs entre eux, action directe sur le patronat, pression sur le législateur pour l'obliger, quand son intervention est nécessaire, à s'occuper des ouvriers...

...Nous savons — disent les syndiqués — que les mœurs précèdent la loi, et nous voulons créer les mœurs par avance afin que la loi s'applique plus aisément si on nous la donne ou pour qu'on soit obligé de la voter si on nous fait trop attendre ! » Car ils veulent aussi — ils ne le dissimulent pas — forcer à l'occasion la main du législateur.

Nous, législateurs, n'avons-nous jamais besoin que l'on nous force la main ? Nous occupons-nous toujours spontanément des maux et des abus ? N'est-il pas utile que ceux qui souffrent de ces maux, qui sont lésés par ces abus protestent et s'agitent pour attirer l'attention sur eux et imposent même le remède ou la réforme qui sont devenus nécessaires ?

Voilà pourquoi, Messieurs, on aurait tort d'essayer de vous indisposer contre ces hommes qui prêchent l'action directe : s'ils essaient de se passer la plus possible de députés, ne leur en sachez pas mauvais gré...

Il y en a suffisamment qui ne se passent pas assez de vous pour que vous soyez satisfaits de voir des ouvriers tâcher de grouper leur classe syndicalement, en organisations économiques, et faire le plus possible leur besogne eux-mêmes...”

C'est Vandervelde écrivant dans *Le Peuple* de Bruxelles :

“...Pour arracher au capitalisme un os dans lequel il y ait quelque moelle, point ne suffit que la classe ouvrière donne mandat à ses représentants de lutter en son lieu et place.

Nous le lui avons dit maintes fois, mais nous ne saurions le lui dire assez, et c'est la grande part de vérité qui se trouve dans la théorie de l'action directe, on n'obtient pas de réformes sérieuses par personnes interposées...

Or, s'il est permis de faire un reproche à cette classe ouvrière belge qui, laissée par ses exploités et ses maîtres dans l'ignorance et la misère, a donné, depuis vingt ans, tant de preuves de vaillance et d'esprit de sacrifice, c'est, peut-être, d'avoir trop compté sur l'action politique et sur l'action coopérative, qui exigeaient le moindre effort ; c'est de n'avoir pas assez fait pour l'action syndicale ; c'est d'avoir un peu trop cédé à cette illusion dangereuse que, le jour où elle aurait des mandataires à la Chambre, les réformes lui tomberaient comme des alouettes rôties dans la bouche...”

Ainsi, de l'avis des hommes cités ci-dessus — et aussi de notre avis à nous — l'Action directe développe le sentiment de la personnalité humaine, en même temps que l'esprit d'initiative. En opposition à la veulerie démocratique, qui se satisfait de moutonniers et de suiveurs, elle secoue la torpeur des individus et les élève à la conscience. Elle n'enrégimente pas et n'immatricule pas les travailleurs. Au contraire ! Elle éveille en eux le sens de leur valeur et de leur force, et les groupements qu'ils constituent en s'inspirant d'elle sont des agglomérats vivants et vibrants où, sous le poids de sa simple pesanteur, de son immobilité inconsciente, le nombre ne fait pas la loi à la valeur. Les hommes d'initiative n'y sont pas étouffés et les minorités qui sont — et ont toujours été — l'élément de progrès, peuvent s'y épanouir sans entraves et, par leur effort de propagande, y accomplir l'œuvre de coordination qui précède l'action.

L'Action Directe a, par conséquent, une valeur éducative sans pareille : elle apprend à réfléchir, à décider, à agir. Elle se caractérise par la culture de l'autonomie, l'exaltation de l'individualité, l'impulsion d'initiative dont elle est le ferment. Et cette surabondance de vitalité, d'expansion du "moi" n'est en rien contradictoire avec la solidarité économique qui lie les travailleurs entre eux car, loin d'être oppositionnelle à leurs intérêts com-

muns, elle les concilie et les renforce : l'indépendance et l'activité de l'individu ne peuvent s'épanouir en splendeur et en intensité qu'en plongeant leurs racines dans le sol fécond de la solidaire entente.

L'Action Directe dégage donc l'être humain de la gangue de passivité et de non-vouloir en laquelle tend à le confiner et l'immobiliser le démocratisme. Elle lui enseigne à vouloir, au lieu de se borner à obéir, à faire acte de souveraineté, au lieu d'en déléguer sa parcelle. De ce fait, elle change l'axe d'orientation sociale, en sorte que les énergies humaines, au lieu de s'épuiser en une activité pernicieuse et déprimante, trouvent dans une expansion légitime l'aliment nécessaire à leur continuel développement.

Éducation expropriatrice

Il y a une cinquantaine d'années, dans la période dix-huit cent quarante-huitarde, alors que les républicains avaient encore des convictions, ils avouaient combien était illusoire, mensonger et impuissant le système représentatif et ils cherchaient le moyen d'obvier à ses tares. Rittinghausen, trop hypnotisé par les superfétations politiques qu'il supposait indispensables au progrès humain, crut avoir trouvé la solution dans la "représentation directe". Proudhon, au contraire, pressentant le syndi-

calisme, évoquait le fédéralisme économique qui se prépare et qui dépasse, de toute la supériorité de la vie, les concepts inféconds de tout le politicianisme : le fédéralisme économique qui est en gestation dans les organisations ouvrières implique la résorption par les éléments corporatifs des quelques fonctions utiles grâce auxquelles l'État illusionne sur sa raison d'être et, en même temps, l'élimination de ses fonctions nuisibles, compressives et répressives, grâce auxquelles se perpétue la société capitaliste.

Mais, pour que cette floraison sociale soit possible, il faut qu'un travail préparatoire ait, au sein de la société actuelle, coordonné les éléments qui auront fonction de la réaliser. C'est à cela que s'emploie la Classe Ouvrière. De même que c'est par la base que se construit un édifice, c'est par la base que s'accomplit cette besogne interne qui est, simultanément, œuvre de désagrégation des éléments du vieux monde et œuvre de gestation de la réédification nouvelle. Il ne s'agit plus de s'emparer de l'État, non plus que de modifier ses rouages ou changer son personnel ; il s'agit de transformer le mécanisme de la production, en éliminant le patron de l'atelier, de l'usine, et en substituant, à la production à son profit, la production en commun et au bénéfice de tous... ce qui a pour conséquence logique la ruine de l'État.

Cette œuvre d'expropriation est commencée : pied à pied elle se poursuit par les luttes quotidiennes contre le maître actuel de la production, le capitaliste ; ses privilèges sont sapés et amoindris, la légitimité de sa fonction directrice et maîtresse est niée, la dîme qu'il prélève sur la production de chacun, sous prétexte de rémunération du capital, est tenue pour vol. Aussi, petit à petit, est-il refoulé hors de l'atelier — en attendant qu'il en soit chassé définitivement et radicalement.

Tout cela, cette besogne intérieure qui va s'amplifiant et s'intensifiant chaque jour, c'est de l'Action directe en épanouissement. Et quand la Classe Ouvrière, ayant grandi en force et en conscience, sera apte à l'œuvre de prise de possession et y procédera, ce sera encore de l'Action Directe ! Lorsque l'expropriation capitaliste sera en voie de réalisation, alors que les actionnaires des Compagnies de chemins de fer verront leurs titres — “parchemins” de l'aristocratie financière — tombés à zéro, alors que la séquelle parasitaire des directeurs et autres magnats du rail ne sera plus entretenue à rien faire, les trains continueront à rouler... Et cela, parce que les travailleurs des chemins de fer seront intervenus directement : leur syndicat, de groupement de combat, s'étant mué en groupement de production, aura désormais la charge de l'exploitation — non plus en vue de profits personnels, pas

même simplement et étroitement corporatifs, mais pour le bien commun.

Ce qui se sera fait dans les chemins de fer pareillement se fera dans toutes les branches de la production.

Mais, pour mener à bien cette œuvre de liquidation du vieux monde d'exploitation, il faut que la Classe Ouvrière se soit familiarisée avec les conditions de réalisation du milieu nouveau, qu'elle ait acquis la capacité et la volonté de le réaliser elle-même ; il faut qu'elle ne table, pour faire face aux difficultés qui surgiront, que sur son effort direct, sur les compétences qu'elle puisera en elle, et non sur la grâce de “personnes interposées”, d'hommes providentiels, d'évêques nouveau style — auquel cas l'exploitation ne serait pas extirpée et se continuerait sur un mode différent.

La Révolution est œuvre d'action quotidienne.

Il s'agit donc, pour préparer la voie, d'opposer aux conceptions déprimantes, aux formules mortes, représentatives d'un passé qui persiste, des notions qui nous aiguillent vers les indispensables matérialisations de volonté. Or, ces notions nouvelles ne peuvent découler que de la mise en œuvre systématique des méthodes d'Action Directe. C'est, en effet, du profond courant d'autonomie et de solidarité humaine, intensifié par la pratique de l'action, que jaillit et prend corps l'idée de substituer au désordre social actuel une

organisation où il n'y ait place que pour le Travail et où chacun aura libre épanouissement de sa personnalité et de ses facultés.

Cette œuvre préparatoire de l'avenir n'est, grâce à l'Action Directe, nullement contradictoire avec la lutte quotidienne. La supériorité tactique de l'Action Directe est justement son incomparable plasticité : les organisations que vivifie sa pratique n'ont garde de se confiner dans l'attente, en pose hiératique, de la transformation sociale. Elles vivent l'heure qui passe avec toute la combativité possible, ne sacrifiant ni le présent à l'avenir ni l'avenir au présent. Aussi résulte-t-il, de cette aptitude à faire face simultanément aux nécessités du moment et à celles du devenir, et de cette concordance entre la double besogne à mener de front, que l'idéal poursuivi, loin d'être obscurci ou négligé, se trouve, par ce fait même, clarifié, précisé, mieux entrevu.

Et c'est pourquoi il est aussi stupide que mensonger de qualifier de “partisans du tout ou rien” les révolutionnaires qu'inspirent les méthodes de l'Action Directe. Certes, ils sont partisans de *tout* arracher à la bourgeoisie ! Mais, en attendant d'être assez forts pour accomplir cette besogne d'expropriation générale, ils ne restent pas inactifs et ne négligent aucune occasion de conquérir des améliorations parcellaires qui, réalisées par une diminution des privilèges capitalistes, constituent une sorte

d'expropriation partielle et ouvrent la voie à des revendications de plus grande amplitude.

Il apparaît donc que l'Action Directe est la nette et pure concrétion de l'esprit de révolte : elle matérialise la lutte de classes qu'elle fait passer du domaine de la théorie et de l'abstraction dans le domaine de la pratique et de la réalisation. En conséquence, l'Action Directe, c'est la lutte de classes vécue au jour le jour, c'est l'assaut permanent contre le capitalisme.

Et c'est pour cela qu'elle est tant honnie par les politiciens — sigisbées d'un genre spécial — qui s'étaient constitués les "représentants", les "évêques" de la démocratie. Or, si la classe ouvrière, dédaignant la démocratie, la dépasse et cherche sa voie au-delà, sur le terrain économique, que deviendront les "personnes interposées" qui s'érigaient en avocats du prolétariat ?

Et c'est pour cela qu'elle est encore plus honnie et réprouvée par la bourgeoisie ! Celle-ci voit sa ruine rudement accélérée par le fait que la Classe Ouvrière, puissant dans l'Action Directe une force et une exaltation grandissante, rompant définitivement avec le passé, et se constituant par ses moyens propres une mentalité nouvelle, est en passe de réaliser le milieu nouveau.

NÉCESSITÉ DE L'EFFORT

Il peut sembler paradoxal qu'il soit besoin d'exalter la

nécessité de l'effort, tant la lutte contre les obstacles de tout ordre qui s'opposent à l'expansion humaine est normale.

Hors de l'action, en effet, qu'y a-t-il, sinon inertie, veulerie, acceptation passive de la servitude ? En période de dépression, d'inertie, les hommes s'abaissent au rang des bêtes de somme, ils sont des esclaves trimant sans espoir ; leurs cerveaux restent inféconds, sans vibrations, sans idées ; l'horizon est fermé ; l'avenir ne se suppose pas, ne se voit pas meilleur que le présent.

Mais, vienne l'Action ! Les torpeurs se secouent, les cerveaux ankylosés fonctionnent et une énergie rayonnante transforme et féconde les masses humaines.

C'est que l'Action est le sel de la vie... Ou, plus simplement et plus exactement, elle est la vie même ! Vivre, c'est agir... Agir, c'est vivre !

Le Miracle catastrophique

Ce sont là des constatations banales ! Et, cependant, il est nécessaire d'y insister, de glorifier l'effort, parce qu'un enseignement déprimant a saturé la génération qui passe, l'a imprégnée de formules débilitantes. L'inutilité de l'effort a été érigée en théorie et on a prêché que toute réalisation révolutionnaire découlerait du jeu fatal des événements : la catastrophe, annonçait-on, se produirait automatiquement. Lorsque, par un processus fatidique,

les institutions capitalistes seraient parvenues à leur maximum de tension. Alors, d'elles-mêmes, elles éclateraient ! L'effort de l'homme dans le plan économique était proclamé superflu, son action contre le milieu compressif dont il pâtit était affirmée inopérante. On ne lui laissait qu'un espoir : infiltrer des siens dans les parlements bourgeois et attendre l'inévitable déclenchement catastrophique.

On nous apprenait que celui-ci se produirait à son heure, mécaniquement, fatalement : la concentration capitaliste s'accomplissant par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, le nombre des potentats du capital, usurpateurs et monopolisateurs allait toujours diminuant... si bien qu'un jour viendrait où, grâce à la conquête du pouvoir politique, les élus du peuple exproprieraient à coups de lois et de décrets la poignée de grands barons du Capital.

Dangereuse et déprimante illusion que cette attente passive en la venue du Messie-Révolution ! En combien d'ans ou de siècles seront conquis les pouvoirs publics ? Et puis, à les supposer conquis, à ce moment le nombre des magnats du Capital aura-t-il tant diminué ? En admettant même que la trustification ait absorbé la bourgeoisie moyenne, s'en suivra-t-il que celle-ci aura été rejetée dans le prolétariat ? Ne lui aura-t-on pas, plutôt, fait une place dans les trusts et le nombre des parasites vivant sans produire ne se trouve-

ra-t-il pas au moins égal à ce qu'il est aujourd'hui ? Si oui, n'est-il pas à supposer que les bénéficiaires de la vieille société résisteront aux lois et décrets d'expropriation ?

Autant de problèmes qui se posent et devant lesquels la Classe Ouvrière se trouverait impuissante, ne sachant que faire, si elle avait eu le tort de continuer à s'hypnotiser dans l'espoir d'une Révolution survenant sans effort direct de sa part.

La prétendue
"Loi d'Airain"

En même temps qu'on nous leurrerait avec cette croyance messianique en la Révolution, pour nous déprimer davantage, pour mieux nous persuader qu'il n'y avait rien à tenter, rien à faire, pour nous plonger plus complètement dans la crasse de l'inaction, on nous endoctrinait avec la "*loi d'airain des salaires*". On nous apprenait qu'en vertu de cette inéluctable formule (due surtout à Ferdinand Lassalle), dans la société actuelle tout effort est perdu, toute action vaine, car les répercussions économiques ont tôt fait de rétablir le niveau de misère au-dessus duquel ne peut émerger le prolétariat.

En vertu de cette *loi d'airain* — dont on faisait alors la pierre angulaire du socialisme — il était proclamé que "le salaire moyen ne saurait normalement dépasser le taux strictement nécessaire à la vie de l'ouvrier". Et on disait : "Ce

pression capitaliste et celle-ci peut même le faire descendre au-dessous du minimum nécessaire à la subsistance de l'ouvrier... La seule règle du taux des salaires est l'abondance ou la rareté de la main-d'œuvre..."

Pour preuve de l'inexorable fonctionnement de cette *loi des salaires*, on comparait l'ouvrier à une marchandise : si, au marché, il y a abondance de pommes de terre, elles sont à bon compte ; s'il y a rareté, elles renchérissent... De même en est-il de l'ouvrier, affirmait-on : son salaire varie avec l'abondance ou la pénurie de la chair à travail !

Contre l'enchaînement logique de ce raisonnement absurde, nulle objection ne s'élève ; aussi la loi des salaires peut-elle être tenue pour exacte... tant que l'ouvrier consent à être une marchandise ! Tant que, pareil à un sac de pommes de terre, il reste passif, inerte, et subit les fluctuations du marché... Tant qu'il courbe l'échine, endure toutes les avanies patronales... la loi des salaires fonctionne.

Mais, il en va autrement dès qu'une lueur de conscience anime l'ouvrier-pomme de terre. Quand, au lieu de se confire en inertie, veulerie, résignation et passivité, l'ouvrier prend conscience de sa valeur humaine, s'imprègne d'esprit de révolte ; quand il vibre, énergique, volontaire, actif ; quand, au lieu de rester sottement accolé à ses semblables (telle une pomme de terre à côté de ses pareilles), il entre en contact avec eux,

réagit avec eux, de même qu'ils réagissent sur lui ; quand le bloc ouvrier se vivifie, s'anime... alors, le ridicule équilibre de la loi des salaires est rompu.

Un Facteur nouveau :
La Volonté ouvrière !

Un élément nouveau apparaît sur le marché du travail : la volonté ouvrière. Et cet élément, inconnu quand il s'agit de fixer le prix d'un boisseau de pommes de terre, influe sur la fixation du salaire ; son action peut être plus ou moins grande, suivant le degré de tension de la force ouvrière, qui est une résultante de l'accord des volontés individuelles vibrant à l'unisson — mais, forte ou faible, elle est incontestable.

La cohésion ouvrière dresse alors, contre la puissance capitaliste, une force capable de lui résister. L'inégalité des deux adversaires — incontestable quand l'exploiteur n'avait en face de lui qu'un ouvrier isolé — s'atténue proportionnellement au degré de cohérence atteint par le bloc ouvrier. La résistance prolétarienne, latente ou aiguë, est désormais de tous les jours ; les conflits entre le travail et le capital s'avivent, grandissent en acuité. Le travail ne sort pas toujours victorieux de ces luttes partielles ; cependant, même quand il est battu, il y a encore profit pour les ouvriers en lutte : leur résis-

tance a entravé la compression patronale et, souvent même, a obligé le patron à concéder une partie des réclamations formulées. En ce cas se vérifie le caractère de haute solidarité du syndicalisme : du résultat de la lutte bénéficient des faux frères, des inconscients, et les grévistes se satisfont de la joie morale d'avoir combattu pour le mieux-être général. Que la cohésion ouvrière fasse hausser les salaires, les théoriciens de la "loi d'airain" le concèdent d'assez bonne grâce. Les faits sont tellement tangibles qu'il leur serait difficile d'y apporter une sérieuse dénégation. Mais, ils objectent que, parallèlement à l'accroissement des salaires, se manifeste un renchérissement du coût de la vie, de telle sorte que la puissance de consommation de l'ouvrier ne s'accroît pas et que le bénéfice de son plus haut salaire se trouve, de ce fait, annulé. Il y a des circonstances où cette répercussion se constate ; mais cette montée du coût de la vie, en rapport direct avec la montée du salaire, n'a pas une constance telle qu'elle puisse s'ériger en principe. D'ailleurs, quand ce renchérissement se produit, il est — dans la plupart des cas — la preuve que le travailleur, après avoir lutté en qualité de *producteur* contre son patron, a négligé de se défendre en qualité de *consommateur*. Très souvent, c'est la passivité de l'acheteur à l'égard du commerçant, du locataire à l'égard du propriétaire, etc.,

qui permet aux propriétaires, commerçants, etc., de récupérer par des augmentations sur l'ouvrier, en tant que consommateur, le bénéfice des améliorations qu'il a acquises en tant que producteur.

Au surplus, l'irréfutable démonstration que le taux du salaire n'a pas pour inéluctable conséquence un renchérissement parallèle de la vie est faite dans les pays à courtes journées et à hauts salaires : La vie y est moins coûteuse et moins restreinte que dans les pays à longues journées et à bas salaires.

Le Salaire et le Coût de la Vie

En Angleterre, aux États-Unis, en Australie, la durée quotidienne du travail est souvent de huit heures (neuf heures au plus), le repos hebdomadaire y est pratiqué, les salaires y sont plus élevés que chez nous. Malgré cela, la vie y est plus facile. D'abord, du fait qu'en six jours de travail, ou mieux en cinq et demi (le travail étant suspendu, dans la plupart des cas, l'après-midi du samedi) l'ouvrier gagne pour se suffire pendant les sept jours de la semaine ; ensuite parce que, en règle générale, le coût des choses nécessaires à l'existence y est moindre qu'en France, ou tout au moins à meilleur compte, relativement aux taux du salaire.

Ces constatations infirment la "loi d'airain". Elles l'infirment d'autant mieux qu'il est impossible de prétendre

que les hauts salaires des pays en question sont la simple conséquence d'une pénurie de bras. Aux États-Unis, et aussi en Australie, tout comme en Angleterre, le chômage sévit âprement. Il est donc évident que si, en ces pays, les conditions de travail sont meilleures, c'est qu'il entre dans leur établissement un facteur autre que l'abondance ou la rareté de bras : la *volonté* ouvrière ! Ces conditions meilleures sont le résultat de l'effort ouvrier, de la volonté prolétarienne se refusant à accepter une vie végétative et limitée, et c'est par la lutte contre le Capital qu'elles ont été conquises. Cependant, les batailles économiques qui ont amélioré ces conditions, pour violentes qu'elles aient été, n'ont pas créé une situation révolutionnaire : elles n'ont pas dressé, face à face, en ennemis, le travail contre le Capital. Les travailleurs n'y ont pas, au moins dans l'ensemble, acquis leur *conscience de classe* ; leurs aspirations ont, jusqu'ici, été trop limitées à une meilleure adaptation au sein de la société actuelle. Mais, les temps changent ! Cette conscience de classe qui leur manquait, Anglais, Yankees, etc., sont en passe de l'acquérir.

Si de l'examen des pays à hauts salaires et à courtes journées on passe à l'examen de nos régions paysannes où, sûrs de trouver une population ignorante et docile, nombre d'industriels installent leurs usines, le phénomène contraire se constate : les salaires y sont

très bas et les conditions de travail excessives. C'est que, ici, la volonté ouvrière étant en léthargie, la pression capitaliste détermine seule les conditions de travail ; l'ouvrier s'ignorant et ne connaissant pas sa force est encore réduit à l'état de "marchandise", de sorte que la prétendue "loi des salaires" fonctionne contre lui, sans aucun contrepoids. Mais qu'une flamme de révolte vienne vivifier cet exploité et la situation sera modifiée ! Il va suffire que la poussière humaine, qui a été jusque-là la masse prolétarienne, se coagule en un bloc syndical pour que la pression patronale soit neutralisée par une force — faible et inhabile aux débuts — mais qui grandira vite en puissance et en conscience. Ainsi, il se vérifie, à la lumière des faits, combien est illusoire et mensongère cette prétendue loi des salaires. "Loi d'airain" on l'a baptisée ? Allons donc ! elle n'est même pas une loi de caoutchouc !

Le malheur est que plus graves qu'une simple erreur de raisonnement ont été les conséquences de l'infiltration dans le monde ouvrier de cette formule fatidique. Que de souffrances et de déceptions elle a engendrées ! Trop longtemps, hélas, la classe ouvrière a paresse et somnolé sur ce décevant oreiller. C'était un enchaînement logique : la théorie de l'inutilité de l'effort engendrait l'inaction. Puisque était proclamée la stérilité de l'acte, l'inanité de la lutte, l'impossibilité d'une amé-

lioration immédiate, toute velléité de révolte était étouffée. En effet, à quoi bon combattre, si l'effort est d'avance reconnu vain et infructueux, si l'on sait courir à un échec ? Puisque dans la bataille ne doivent se récolter que des horions — sans espoir d'un léger profit — ne vaut-il pas mieux rester tranquille ?

Et c'est la thèse qui domina ! La Classe Ouvrière s'accommoda d'une apathie qui faisait le jeu de la Bourgeoisie. Aussi lorsque, sous la pression des circonstances, les ouvriers étaient acculés à un conflit, la lutte n'était acceptée qu'à regret ; on en vint à tenir la grève pour un mal qu'on subissait, faute de ne pouvoir l'éviter, et auquel on se résignait, sans espoir que de son issue favorable puisse sortir une amélioration réelle.

L'excès du mal n'est pas ferment de révolte !

Parallèlement à cette croyance néfaste en l'impossibilité de briser le cercle de fer de la "loi des salaires", et comme une déduction excessive, tant de cette "loi" que de la confiance en la venue fatale de la Révolution par le jeu normal des événements, sans intervention de l'effort des travailleurs, certains se réjouissaient s'ils constataient le grandissement de la "paupérisation", l'accroissement de la misère, de l'arbitraire patronal, de l'oppression gouvernementale, etc. À entendre ces pauvres raisonneurs, de l'excès de mal de-

vait jaillir la Révolution ! Donc, toute recrudescence de misères, de calamités, etc., leur semblait un bien, — rapprochait de l'heure fatidique.

Erreur folle ! Absurdité ! L'abondance des maux — quelle que soit leur espèce — n'a d'autre résultat que de déprimer ceux qui en pâtissent. Il est d'ailleurs facile de s'en rendre compte. Au lieu de se payer de phrases, il suffit de regarder et d'observer autour de soi. Quelles sont les corporations où l'activité syndicale est la plus accentuée ? Ce sont celles où, la durée du travail n'étant pas exagérée, les camarades peuvent, leur besogne finie, vivre une vie de relation, aller aux réunions, s'occuper des affaires communes ; ce sont celles où le salaire n'est pas réduit à une modicité telle que tout prélèvement pour une cotisation, un abonnement à un journal, l'achat d'un livre équivaut à la suppression d'une miche sur la table.

Au contraire, dans les métiers où la durée et l'intensité du travail sont excessives, quand l'ouvrier sort du bagne patronal, il est "tué" physiquement et cérébralement ; alors, il n'a que le désir, — avant de rentrer chez lui, pour manger et dormir, — d'avalier quelques gorgées d'alcool, afin de se secouer, se remonter, se donner un coup de fouet. Il ne songe pas à aller au syndicat, à fréquenter les réunions, il n'y peut pas songer ! — tant son corps est moulu de fatigue, tant

son cerveau déprimé est inapte à fonctionner.

De même, de quel effort est capable le malheureux dégringolé dans la misère endémique, le loqueteux que le manque de travail et les privations ont élimé ? Peut-être, dans un soubresaut de rage, esquissera-t-il un geste de révolte... mais ce sera un geste sans récidive ! La misère l'a vidé de toute volonté, de tout esprit de révolte.

Ces constatations — qu'il est loisible à chacun de vérifier et de multiplier — sont l'infirmité de cette étrange théorie que l'excès de misère et d'oppression est un ferment de révolution. Le contraire est seul exact, seul vrai ! L'être faible, dont le sort est précaire, qui a une vie restreinte, qui est matériellement et moralement esclave, n'osera regimber sous l'exploitation ; par crainte du pire, il se recroquevillera, ne tentera aucun mouvement, aucun effort et croupira dans sa situation douloureuse. Il en va autrement de celui qui par la lutte s'est fait homme, qui, ayant une vie moins étroite, a l'esprit plus ouvert, et qui, ayant regardé son exploiteur en face, se sait son égal.

C'est pourquoi les améliorations partielles n'ont pas pour résultat d'endormir les travailleurs ; au contraire, elles sont pour eux un réconfort et un excitant à réclamer et exiger davantage. Le mieux-être, qui est toujours une conséquence de la manifestation de la force prolétarienne — soit que les intéressés l'arrachent de

haute lutte, soit que la bourgeoisie juge prudent et habile, pour atténuer les chocs qu'elle prévoit ou redoute, de faire des concessions — a pour résultat d'élever la dignité et la conscience de la classe ouvrière, et aussi — et surtout ! — d'accroître et d'accentuer sa combativité. En émergeant de la misère physiologique et intellectuelle, la classe ouvrière s'affine ; elle acquiert une sensibilité plus grande, ressent davantage l'exploitation qu'elle subit et a d'autant plus la volonté de s'en libérer ; elle acquiert aussi une vision plus nette de l'opposition irréductible qu'il y a entre ses intérêts et ceux de la Classe capitaliste.

Mais, pour si importantes qu'on les suppose, les améliorations de détail ne peuvent suppléer à la Révolution, en faire l'économie : l'expropriation capitaliste reste nécessaire, pour que soit réalisable la libération complète.

En effet, à supposer qu'on parvienne à comprimer fortement les bénéfices du capital, à annihiler en partie le rôle néfaste de l'État, il est improbable que cette compression puisse atteindre à zéro. Les rapports n'auraient pas changé pour cela : il y aurait encore, d'un côté, des salariés, des gouvernés, — de l'autre, des patrons, des dirigeants.

Il est évident que les conquêtes partielles (pour si importantes qu'on les suppose et quand bien même elles rogneraient fort les privilèges) n'ont pas pour

conséquence de modifier les rapports économiques, qui sont ceux de patron à ouvrier, de dirigeant à dirigé. Donc, persiste la subordination du travailleur, à l'égard du Capital et à l'égard de l'État. Donc, il s'ensuit que le problème social reste entier et que la "barricade" qui sépare les producteurs des parasites vivants d'eux n'est pas déplacée — encore moins aplaniée.

Pour si courte que puisse devenir la durée du travail, pour si haute que soit la paye, pour si "confortable" que soit l'usine au point de vue hygiène, etc., tant que subsisteront les rapports de salariant à salarié, de gouvernant à gouverné, il y aura deux classes, lutte de l'une contre l'autre. Et ce combat gagnera en acuité et en étendue, au fur et à mesure que la classe exploitée et opprimée, grandissant en force et en conscience, aura une notion plus exacte de sa valeur sociale : par conséquent, au fur et à mesure qu'elle s'élèvera, qu'elle s'éduquera, qu'elle s'améliorera, c'est avec toujours davantage d'énergie qu'elle sapera les privilèges de la classe antagoniste et parasitaire.

Et ce jusqu'au déclenchement général ! Jusqu'au jour où la Classe Ouvrière, après avoir préparé en son sein la rupture finale, après s'être aguerrie par de continues et de plus en plus fréquentes escarmouches contre son ennemi de classe, sera assez puissante pour donner l'assaut décisif... Et ce sera l'Action di-

recte portée à son maximum : la Grève Générale ! Ainsi, en résumé, l'examen précis des phénomènes sociaux nous permet de nous inscrire en faux contre la théorie fataliste qui proclame l'inutilité de l'effort et contre la tendance à supposer que le mieux puisse sortir d'un excès de mal. Au contraire, d'une vision nette de ces phénomènes se dégage la notion d'un processus d'action grandissante : nous constatons que les reculades de la Bourgeoisie, les conquêtes parcellaires réalisées sur elle accentuent l'esprit de révolte ; et nous constatons aussi que, de même que la Vie engendre la Vie, l'Action engendre l'Action.

FORCE ET VIOLENCE

L'Action Directe, manifestation de la force et de la volonté ouvrière, se matérialise, suivant les circonstances et le milieu, par des actes qui peuvent être très anodins, comme aussi ils peuvent être très violents. C'est une question de nécessité, simplement.

Il n'y a donc pas de forme spécifique de l'Action Directe. Certains, très superficiellement informés, l'expliquent par un abattage copieux de carreaux. Se satisfaire d'une semblable définition — réjouissante pour les vitriers — serait considérer cet épanouissement de la force prolétarienne sous un angle vraiment étroit ; ce serait ramener l'Action Directe à un geste plus ou moins impulsif, et ce serait négliger d'elle ce qui fait sa

haute valeur, ce serait oublier qu'elle est l'expression symbolique de la révolte ouvrière.

L'Action Directe, c'est la Force ouvrière en travail créateur : c'est la Force accouchant du droit nouveau — faisant le droit social !

La Force est l'origine de tout mouvement, de toute action et, nécessairement, elle en est le couronnement. La vie est l'épanouissement de la force et, hors de la Force, il n'y a que néant. Hors d'elle, rien ne se manifeste, rien ne se matérialise.

Pour mieux nous leurrer et nous tenir sous leur joug, nos ennemis de Classe nous ont seriné que la Justice immanente n'a que faire de la force. Billevesées d'exploiteurs du peuple ! Sans la Force, la Justice n'est que duperie et mensonges. De cela, le douloureux martyrologe des peuples au cours des siècles en est le témoignage : malgré que leurs causes fussent justes, la force, au service des puissances religieuses et des maîtres séculiers, a écrasé, broyé les peuples ; et cela, au nom d'une prétendue justice qui n'était qu'une injustice monstrueuse. Et ce martyrologe continue !

Minorité contre Minorité

Les masses ouvrières sont toujours exploitées et opprimées par une minorité parasitaire qui, si elle ne disposait que de ses forces propres, ne pourrait maintenir sa domination un jour, une heure ! Cette minorité puise sa puissance dans le

consentement inconscient de ses victimes : ce sont celles-ci — source de toute force — qui, en se sacrifiant pour la Classe qui vit d'elles, créent et perpétuent le Capital, soutiennent l'État.

Or, pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne peut suffire, pour abattre cette minorité, de disséquer les mensonges sociaux qui lui servent de principes, de dévoiler son iniquité, d'étaler ses crimes. Contre la Force brutale, l'idée réduite à ses seuls moyens de persuasion est vaincue d'avance. C'est que l'Idée, la Pensée, tant belle soit-elle, n'est que bulle de savon si elle ne s'étaye pas sur la Force, si elle n'est pas fécondée par elle.

Donc, pour que cesse l'inconscient sacrifice des majorités à une minorité jouisseuse et scélérate, que faut-il ?

Qu'il se constitue une force capable de contrebalancer celle que la Classe possédante et dirigeante tire de la veulerie et de l'ignorance populaires. Cette force, il appartient aux travailleurs conscients de la matérialiser : le problème consiste, pour ceux qui ont la volonté de se soustraire au joug que les majorités se créent, à réagir contre tant de passivité et à se rechercher, s'entendre, se mettre d'accord.

Cette nécessaire besogne de cohésion révolutionnaire se réalise au sein de l'organisation syndicale : là se constitue et se développe une minorité grandissante qui vise à acquérir assez de puissance pour contrebalancer, d'abord, et annihiler,

ensuite, les forces d'exploitation et d'oppression.

Cette puissance, toute de propagande et d'action, œuvre d'abord pour éclairer les malheureux qui, en se faisant les défenseurs de la classe bourgeoise, continuent l'écoeürante épopée des esclaves, armés par leurs maîtres pour combattre les révoltés libérateurs. Sur cette besogne préparatoire, on ne saurait concentrer trop d'efforts. Il faut, en effet, bien se pénétrer de la puissance de compression que constitue le militarisme. Contre le peuple sans armes se dressent en permanence ses propres fils supérieurement armés. Or, les preuves historiques abondent montrant que tous les soulèvements populaires qui n'ont pas bénéficié, soit de la neutralité, soit de l'appui du peuple en capote qu'est l'armée ont échoué. C'est donc à paralyser cette force inconsciente, prêtée aux dirigeants par une partie de la classe ouvrière qu'il faut tendre continuellement.

Ce résultat obtenu, il restera encore à briser la force propre à la minorité parasitaire — qu'on aurait grand tort de tenir pour négligeable.

Telle est, dans ses grandes lignes, la besogne qui incombe aux travailleurs conscients.

La violence inéluctable

Quant à prévoir dans quelles conditions et à quel moment s'effectuera le choc décisif entre les forces du

passé et celles de l'avenir, c'est du domaine de l'hypothèse. Ce qu'on peut certifier, c'est que des tiraillements, des heurts, des contacts plus ou moins brusques l'auront précédé et préparé. Et, ce qu'on peut affirmer aussi, c'est que les forces du passé ne se résoudront pas à abdiquer et se soumettre. Or, c'est justement cette résistance aveugle au progrès inéluctable qui a, trop souvent dans le passé, marqué de brutalités et de violences la réalisation des progrès sociaux. Et on ne saurait trop le souligner : la responsabilité de ces violences n'incombe pas aux hommes d'avenir. Pour que le peuple se décide à la révolte catégorique, il faut que la nécessité l'y accule ; il ne s'y résout que lorsque toute une série d'expériences lui ont prouvé l'impossibilité d'évoluer par les voies pacifiques et — même en ces circonstances — sa violence n'est que la réplique, bénigne et humaine, aux violences excessives et barbares de ses maîtres.

Si le peuple avait des instincts violents, il ne subirait pas vingt-quatre heures de plus la vie de misères, de privations, de dur labeur — panachée de scélératesses et de crimes — qui est l'existence à laquelle l'oblige la minorité parasitaire et exploiteuse. Pas n'est besoin, à ce propos, de recourir à des explications philosophiques, de démontrer que les hommes naissent "ni bons, ni mauvais" et qu'ils deviennent l'un ou l'autre suivant le milieu et les cir-

constances. La question se résout par l'observation quotidienne : il est indubitable que le peuple, sentimental et d'humeur douce ; n'a rien de la violence endémique qui caractérise les classes dirigeantes et qui est le ciment de leur domination — la légalité n'étant que la couche légère d'un badigeonnage d'hypocrisie destiné à masquer cette foncière violence.

Le peuple, déprimé par l'éducation qu'on lui inculque, saturé de préjugés, est obligé de faire un considérable effort pour s'élever à la conscience. Or, même quand il y est parvenu, loin de se laisser emporter par une légitime colère, il obéit au principe du moindre effort ; il cherche et suit la voie qui lui paraît la plus courte et la moins hérissée de difficultés. Il en est de lui comme des eaux qui, suivant la pente, vont à l'Océan, ici paisibles, là grondantes, selon qu'elles rencontrent peu ou prou d'obstacles. Certes, il va à la Révolution, malgré les entraves que les privilégiés accumulent sur sa route ; mais il y va avec des soubresauts et des hésitations qui sont la conséquence de son humeur paisible et de son désir d'éviter les solutions extrêmes. Aussi, lorsque la force populaire, brisant les obstacles qui s'opposent à elle, passe en ouragan révolutionnaire sur les vieilles sociétés, c'est qu'on ne lui a pas laissé d'autre moyen d'expansion. Il est, en effet, incontestable que, si cette force eut pu s'épanouir sans encombre,

en vertu du principe du moindre effort, elle ne se fût pas extériorisée en actions violentes et se fût manifestée pacifiquement, majestueuse et calme. Le fleuve qui, dans une lenteur olympienne et irrésistible, roule paisiblement vers la mer n'est-il pas formé des mêmes molécules liquides qui, coulant en torrents au travers des vallées encaissées, emportaient furieusement les obstacles qui s'opposaient à leur cours ? Ainsi en est-il de la force populaire.

Illusion des Palliatifs

Mais, de ce que le peuple ne recourt pas à la force par plaisir, il serait dangereux d'espérer suppléer à ce recours en usant de palliatifs d'essence parlementaire et démocratique. Il n'y a donc pas de mécanisme de votation — ni le référendum, ni tout autre procédé qui prétendrait dégager la dominante des desiderata populaires — grâce auquel on puisse escompter faire l'économie de mouvements révolutionnaires. Se bercer de semblables illusions, ce serait retomber dans les douloureuses expériences du passé, alors que les vertus miraculeuses attribuées au suffrage universel concentraient l'espoir général. Certes, il est plus commode de croire à la toute-puissance du suffrage universel, ou même du référendum, que de voir la réalité des choses : cela dispense d'agir — mais, par

contre, cela ne rapproche pas de la libération économique.

En dernière analyse, il faut toujours en revenir à l'aboutissant inéluctable : le recours à la force !

Cependant, de ce qu'un quelconque procédé de votation, de référendum, etc., est inapte à révéler l'étendue et l'intensité de la conscience révolutionnaire, de même qu'à suppléer au recours à la force, il n'en faut pas conclure contre leur valeur relative. Le référendum, par exemple, peut avoir son utilité. En certaines circonstances, rien de mieux que d'y recourir. Par lui, il est commode — pour des cas posés avec précision et netteté — de dégager l'orientation de la pensée ouvrière. D'ailleurs, les organisations syndicales savent en user, quand besoin est (aussi bien celles qui, ne s'étant pas encore dégagées complètement de l'emprise capitaliste, se réclament de l'interventionnisme étatique, — que celles qui sont nettement révolutionnaires). Et ce, depuis longtemps ! Ni les unes, ni les autres, n'ont attendu pour cela qu'on prétende l'ériger en système et qu'on cherche à faire de lui un dérivatif à l'Action Directe.

Il est donc absurde d'arguer que le référendum s'oppose à la méthode révolutionnaire — de même le serait-il de prétendre qu'il est son complément inéluctable. Il est un mécanisme du calcul des quantités, insuffisant pour la mesure des qualités. C'est pourquoi il serait imprudent d'escompter qu'il

puisse être un levier capable d'ébranler les bases de la société capitaliste. Sa pratique, — même si elle s'accroît, — ne suppléera pas aux initiatives nécessaires et à la vigueur indispensable lorsque sonneront les heures psychologiques.

Il est enfantin de parler de référendum, quand il s'agit d'action révolutionnaire, — telle la prise de la Bastille... Si, au 14 juillet 1789, les Gardes françaises n'étaient pas passées au peuple, si une minorité consciente n'eut pas donné l'assaut à la forteresse... si on eut voulu, au préalable, préjuger du sort de l'odieuse prison par un référendum, il est probable qu'elle boucherait encore l'entrée du faubourg Antoine.

L'hypothèse émise à propos de la prise de la Bastille peut s'appliquer à tous les événements révolutionnaires : qu'on les soumette à l'épreuve d'un référendum hypothétique et on déduira des conclusions semblables.

Non ! Il n'y a pas de panacée suffragiste ou référendiste qui puisse suppléer au recours à la force révolutionnaire. Mais, il faut nettement préciser la question : ce recours à la force n'implique pas l'inconscience de la masse. Au contraire ! Et il est d'autant plus efficace que celle-ci est douée d'une conscience plus éclairée.

Pour que la révolution économique que la société capitaliste porte dans ses flancs éclore enfin et aboutisse à des réalisations, pour que des mouvements de re-

cul et de féroce réaction soient impossibles, il faut que ceux qui besognent à la grande œuvre sachent ce qu'ils veulent et comment ils le veulent. Il faut qu'ils soient des êtres conscients et non des impulsés ! Or, la force numérique, ne nous y méprenons pas, n'est vraiment efficace, — au point de vue révolutionnaire, — que si elle est fécondée par l'initiative des individus, leur spontanéité. Par elle-même, elle n'est rien d'autre qu'un amoncellement d'hommes sans volonté, qu'on pourrait comparer à un amas de matière inerte subissant les impulsions qui lui sont transmises du dehors.

Ainsi, il s'avère que l'Action Directe, tout en proclamant inéluctable l'emploi de la force, prépare la ruine des régimes de force et de violence, pour y substituer une société de conscience et de concorde. Et cela parce qu'elle est la vulgarisation, dans la vieille société d'autoritarisme et d'exploitation, des notions créatrices qui libèrent l'être humain : développement de l'individu, culture de la volonté, entraînement à l'action.

Aussi est-on amené à conclure que l'Action Directe, outre sa valeur de fécondation sociale, porte en soi une valeur de fécondation morale, car elle affine et élève ceux qu'elle imprègne, les dégage de la gangue de passivité et les excite à s'irradier en force et en beauté.

ACTION DIRECTE

Pierre Besnard²³

1° Selon le “Larousse”. — Recours à la force, préconisé par les syndicalistes révolutionnaires préférablement à l'action constitutionnelle aidée par l'État.

2° Selon nous. — Action individuelle ou collective exercée contre l'adversaire social par les seuls moyens de l'individu ou du groupement. L'action directe est, en général, employée par les travailleurs organisés ou les individualités évoluées par opposition à l'action parlementaire, aidée ou non par l'État. L'action parlementaire ou indirecte se déroule exclusivement sur le terrain légal par l'intermédiaire des groupes politiques et de leurs élus. L'action directe peut être légale ou illégale. Ceux qui l'emploient n'ont pas à s'en préoccuper. C'est avant tout, et sur tous les terrains, le moyen d'opposer la force ouvrière à la force patronale. La légalité n'a rien à voir dans la solution des conflits sociaux. C'est la force seule qui les résout.

L'action directe n'est pas cependant nécessairement violente, mais elle n'exclut pas la violence. Elle n'est pas, non plus, forcément offensive. Elle peut parfaitement être défensive ou préventive d'une attaque patronale déclenchée ou sur le point de l'être ; d'un lock-out partial ou total, par exemple, déclaré ou suscep-

tible de l'être à brève échéance.

Quelques exemples sont nécessaires pour bien fixer les esprits.

1° L'ouvrier qui discute ses intérêts avec son patron, soit pour conserver des avantages acquis, soit pour faire triompher des revendications nouvelles, fait un acte d'action directe. Il se place, en effet, seul, face à son employeur, sans recourir à des concours étrangers au conflit social.

Qu'il obtienne ou non satisfaction, que le patron reconnaisse de bonne foi le bien-fondé des desiderata qui lui sont soumis et accorde satisfaction ou les rejette, il y a toujours action directe. Que le patron cède par impuissance momentanée ou par calcul — ce qui est fréquent — ou bien qu'il résiste parce qu'il se croit assez fort pour braver la force collective qu'il sent derrière l'ouvrier qui réclame et discute, il y a de la part de l'individu qui mène la lutte sur ce terrain, action directe.

Que la discussion reste courtoise, qu'elle dégénère en dispute ou en rixe, l'acte de l'ouvrier reste, en tous les cas, une manifestation d'action directe. C'est la *discussion de classe*.

Ce que l'ouvrier ne doit pas perdre de vue dans cette discussion, c'est *son devoir de classe*. Il ne doit jamais céder de terrain à l'adversaire. Il ne doit conquérir des avantages qu'en conservant sa dignité d'homme. Il ne doit, à aucun prix *vendre sa conscience* ni ses connaissances

professionnelles, même s'il est miséreux, en acceptant de recevoir en échange des avantages personnels : un poste de commandement ou de maîtrise, un salaire occulte supérieur à celui de ses camarades, etc., etc...

Composer avec le patron, recevoir de lui des satisfactions personnelles refusées aux autres, c'est commettre un *acte de trahison* vis-à-vis de ses frères de misère et de travail. Si on ne se sent pas capable de résister aux propositions mielleuses du patron, il vaut mieux se taire que de se faire l'instrument, même inconscient, de l'asservissement des camarades.

L'ouvrier qui se charge de revendiquer ses droits et ceux de ses camarades doit avoir un profond sentiment de ses devoirs de classe. *S'il les ignore, il doit les apprendre avant d'agir.*

2° Le syndicat peut, bien entendu, employer collectivement le même moyen de lutte. Il doit se conduire de la même façon que l'ouvrier qui agit seul. Lui, non plus, ne doit ni promettre ni donner à l'adversaire des concours moraux ou techniques qui renforceraient la puissance patronale au détriment des ouvriers. Un syndicat qui accepterait que ses membres, contrôlés ou non par lui, pénétrèrent dans les organismes de direction et de gestion capitalistes ne pourrait plus, en aucun cas, pratiquer l'action directe puisque les intérêts des patrons et des ouvriers, même inégaux, se confondraient.

La *discussion collective de classe* ne peut donner lieu

²³ Rédacteur de cet article paru dans *L'encyclopédie anarchiste* en 1934.

ni à compromis ni à abandon. Elle peut revêtir tous les caractères de la discussion individuelle. Cependant, elle diffère de celle-ci sur un point important. Tandis que l'acte individuel, qui s'exerce souvent dans un milieu réfractaire à l'esprit de classe, ne comporte généralement que le renvoi ou le départ volontaire de l'ouvrier lésé mais impuissant, la discussion collective de classe aboutit presque toujours, en cas d'insuccès, à la grève, si les forces ouvrières sont alertées, cohérentes et organisées pour la lutte prévue et en vue des batailles à livrer. Dans tous les cas, la grève est un acte grave. Il convient de n'utiliser cette arme qu'à bon escient, avec circonspection, en toute connaissance de cause, après un examen très attentif de la situation et de la position, du conflit. Il convient aussi de se rendre compte aussi exactement que possible des résultats à atteindre, des conditions de la lutte à engager, des répercussions en cas de succès ou d'insuccès.

Par exemple, lorsque la décision de grève est prise, il faut mettre tout en œuvre pour rendre effective la cessation du travail, agir avec vigueur, courage et méthode. Une grève victorieuse est un facteur de développement, de rayonnement et d'attraction pour l'organisation syndicale. Par contre, une défaite diminue, généralement, la confiance et la combativité des individus. Elle provoque souvent la désertion des

syndiqués. Elle émousse toujours leur ardeur et leur esprit de solidarité.

3° L'ouvrier qui, au cours d'un conflit social, décide selon sa conscience d'accomplir un acte de destruction ou de mise hors d'usage du matériel ou des outils de travail, qui exerce une action violente sur un représentant de la classe adverse ou sur un de ses camarades inconscient de son devoir de classe, fait aussi une action directe.

Toutefois, un tel acte ne doit avoir lieu que s'il est réellement un facteur de succès, de réussite de l'action engagée. Dans le cas contraire, si l'acte est inconsideré, une simple manifestation de colère, il risque de desservir — et souvent considérablement — le mouvement en cours.

Avant d'employer ce moyen d'action — qui peut s'imposer — l'individu doit se rendre compte, par avance, de la portée de son acte et de ses conséquences probables. Il ne doit l'accomplir que s'il l'estime réellement utile au succès de la cause qu'il défend. Se laisser aller à l'accomplissement irraisonné d'un acte de violence ou de sabotage c'est faire preuve de faiblesse, d'inéducation, d'incompréhension. C'est prêter le flanc à l'adversaire et souvent justifier la violence adverse, même si on est provoqué, ce qui arrive d'une façon courante.

4° Un syndicat peut, lui aussi, décider d'employer la violence ou le sabotage. Toutefois, il ne saurait en imposer l'exécution à ceux

de ses membres qui n'accepteraient pas ces moyens de lutte ou ne désireraient pas les utiliser eux-mêmes.

Dans ce cas, seule la conscience de chacun décide pour l'accomplissement des actes *reconnus nécessaires*. Il est bon que les participants ou exécutants soient seuls au courant des projets, des tentatives à exécuter et arrêtent seuls leurs moyens d'action. Le secret est de rigueur. Seuls, ceux qui ont décidé d'agir ainsi dans le bien commun, sont juges de leurs actes. Les autres, par centre, sont juges du résultat. Ils ne doivent pas hésiter à en condamner l'emploi nouveau où le résultat est défavorable à la cause commune. Pas plus qu'une collectivité n'a le droit de s'opposer aux actes nécessaires, des individualités ne doivent accomplir des actions qui vont à l'encontre du résultat cherché. C'est affaire de conscience et de circonstances. Ce qui était mauvais hier peut être bon demain et *vice-versa*.

5° L'homme qui abat un tyran, un oppresseur redoutable, par quelque moyen que ce soit, accomplit aussi un acte d'action directe, bien qu'il ne s'attaque pas au régime lui-même et qu'il ne mette que rarement celui-ci en péril. Il agit directement contre un adversaire social qui se révèle particulièrement malfaisant.

6° Un groupement peut être appelé à agir dans les mêmes conditions. Dans ce cas, il est nécessaire que les participants acceptent cette façon de mener la lutte,

comme ils le feraient s'il s'agissait d'un acte de sabotage, de destruction ou de violence collective. Les mêmes précautions sont à prendre et l'action ne peut être engagée ou continuée que dans les conditions exposées au paragraphe 4. Un tel acte ou une telle série d'actes peut parfois s'imposer et devenir un facteur important et même décisif de succès en période révolutionnaire.

Comme on le voit, l'action directe peut se présenter sous des aspects très différents, suivant les circonstances et les buts poursuivis.

Si on tient compte des exemples qui précèdent, on peut dire qu'elle revêt les caractères suivants : *discussion individuelle ou collective de classe, grève avec ses multiples aspects, sabotage et sévices contre le patronat ou les ouvriers inconscients, attentats contre un oppresseur ou un groupe de représentants du pouvoir.*

De même qu'il peut y avoir discussion de classe sans grève, il peut y avoir grève sans sabotage, sévices ou chasse aux renards. Une seule de ces manifestations caractérise l'action directe. Il suffit qu'elle s'exerce individuellement ou collectivement, de classe à classe, sans recourir à des forces étrangères au conflit lui-même.

En période révolutionnaire, l'action directe prend immédiatement le caractère de *grève générale insurrectionnelle*. Elle a pour but de permettre à la classe ou-

vrière de s'emparer des moyens de production et d'échange qui assurent, en tout temps, la continuité de la vie sociale. Elle supprime le concours partiel ou total du prolétariat encaserné. L'action directe devient, en cette occasion, nécessairement violente, puisqu'elle s'exerce contre un adversaire qui se défend par la force.

Elle est le premier acte révolutionnaire d'un prolétariat qui vise à remplacer le pouvoir politique par l'organisation sociale, après avoir détruit la propriété individuelle et instauré la propriété collective.

Elle s'oppose à l'*insurrection*, arme des partis politiques qui tous, sans exception, n'ont qu'un désir : *prendre le pouvoir et le garder*. L'action directe est la seule et véritable arme sociale du prolétariat. Nulle autre ne peut, quelque emploi qu'on en fasse, lui permettre de se libérer de tous les jougs, de tous les pouvoirs, de toutes les dictatures — y compris la plus absurde d'entre elles : celle du prolétariat.

On retrouvera la définition des termes : *discussion de classe, grève, lock-out, sabotage, attentat ou sévices, chasse aux renards*, à leur ordre alphabétique.

En somme, il y a une très notable différence entre la définition bourgeoise de l'action directe et la signification réelle que nous lui donnons.

Alors que nos adversaires — et cela se conçoit — ont surtout voulu montrer l'action directe comme un

acte ou une série d'actes désordonnés, brutaux, violents, sans raisons ni motifs, destructeurs pour le plaisir ou la satisfaction de ceux qui les accomplissent, nous affirmons que l'action directe est ordonnée, méthodique, réfléchie, violente quand il le faut seulement, dirigée vers des buts concrets, nobles et largement humains.

HOMMAGE À BIG BILL HAYWOOD

(texte tiré de wikipedia
– licence ci-après)



Bill Haywood, photo Bain News Service (1913 ?)

William Dudley Haywood (4 février 1869-18 mai 1928), plus connu sous le nom de *Big Bill Haywood*, fut une figure centrale du mouvement ouvrier américain. Il fut un dirigeant de la Western Federation of Miners, un membre fondateur et un leader des Industrial Workers of the World (IWW), et un membre du comité exécutif du parti socialiste américain avant d'être un des fondateurs du Parti communiste auquel il appartiendra jusqu'à sa mort. Pendant les deux premières décennies du XX^e, il participa à plusieurs des luttes ouvrières les plus importantes, dans le Colorado, le Massachusetts et le New-Jersey.

Né à Salt Lake City, Haywood perdit son père, un cavalier du Pony Express, victime d'une pneumonie, à l'âge de trois ans. À neuf ans, il perdit son œil droit en jouant avec un couteau. Ne l'ayant jamais remplacé par un œil de verre, Bill

Haywood avait l'habitude de présenter son profil gauche aux photographes. Toujours à neuf ans, il commença à travailler à la mine, sans avoir beaucoup fréquenté l'école. Après avoir été pour un temps cowboy et fermier, il retourna à la mine en 1896. L'émeute de Haymarket, en 1886, puis la grève Pullman de 1894 éveillèrent son intérêt pour le mouvement ouvrier.

En 1896, Ed Boyce, président de la Western Federation of Miners, prit la parole dans la mine d'argent de l'Idaho où travaillait Bill Haywood. Touché par son discours, ce dernier adhéra à l'organisation, commençant ainsi formellement ses activités de militant ouvrier. Membre actif du syndicat, il faisait partie, en 1900, de son bureau exécutif national avant d'en devenir, en 1902, le secrétaire-trésorier, c'est-à-dire le numéro deux derrière le président Charles Moyer. Cette année-là, la Fédération des Mineurs s'engagea dans une lutte très dure dans le Colorado, principalement dans le district minier de Cripple Creek. Celle-ci dura plusieurs années et coûta la vie à 33 travailleurs, syndiqués ou non. Le syndicat déclencha une série de grèves pour étendre les avantages du droit syndical à d'autres travailleurs qui souffraient de conditions de travail très dures et de salaires de famine. Elles échouèrent mais poussèrent Haywood à considérer qu'il fallait regrouper tous les ouvriers dans une même grande orga-

nisation (One Big Union), de manière que les luttes ouvrières impliquent le maximum de travailleurs.

Fin 1904, plusieurs militants radicaux connus se rencontrèrent à Chicago pour jeter les plans d'un nouveau syndicat révolutionnaire. Ils rédigèrent un manifeste et le diffusèrent dans tout le pays. Les syndicalistes qui approuvaient le manifeste furent invités à participer à la convention de fondation des Industrial Workers of the World. Le 27 juin 1905, à dix heures, Haywood s'adressa à la foule qui était rassemblée à Brand's Hall, à Chicago. L'assistance comprenait deux cents délégués représentant des organisations de tout le pays, socialistes, anarchistes, mineurs, travailleurs contestataires, etc. Il déclara :

« Camarades travailleurs, [...] nous ouvrons le Congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour rassembler les travailleurs de ce pays au sein d'un mouvement dont l'objectif sera de libérer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. [...] Le but et l'objet de cette organisation doivent être de rendre à la classe ouvrière le contrôle du pouvoir économique, des moyens de son existence et de l'appareil de production et de redistribution sans se soucier des patrons capitalistes. »

Eugene Debs, dirigeant du Socialist party of America, et Mary Harris Jones (Mother Jones), militante de l'United Mine Workers of America, prirent aussi la pa-

role. Dès sa fondation, le syndicat IWW se lança de toutes ses forces dans la bataille du travail.

Le 30 décembre 1905, Frank Seunenberg, ancien gouverneur de l'Idaho qui s'était opposé au syndicat des mineurs au cours de diverses grèves, fut tué par une explosion devant sa maison de Caldwell. On arrêta Harry Orchard, un ancien garde du corps du président de la Western Federation of Miners et l'on trouva des preuves dans sa chambre d'hôtel. Le détective de l'agence Pinkerton, James McParland, qui avait auparavant infiltré avec succès les Molly Maguires, fut chargé de l'enquête. Après avoir ordonné d'enfermer Orchard dans une cellule pour condamné à mort du pénitencier de Boise, avec des rations alimentaires réduites et sous surveillance constante, il le rencontra, lui offrit un bon repas et des cigares, et lui expliqua que sa seule chance d'échapper à la pendaison était d'impliquer les dirigeants du syndicat des mineurs dans le meurtre. Lui laissant espérer une libération et même une récompense s'il coopérait, McParland obtint d'Orchard une confession de soixante-quatre pages par laquelle ce dernier s'accusait de toute une série de crimes et d'au moins dix-sept meurtres.

Mc Parland, pour obtenir leur extradition, accusa faussement les dirigeants syndicaux d'avoir été présents lors du meurtre de Steunenberg. Franchissant la frontière du Colorado, il

s'empara par la force de Bill Haywood, Charles Moyer et George Pettibone et les ramena dans l'Idaho avant que la cour de Denver ait pu se prononcer. Le procédé était si choquant que même Samuel Gompers, le président de l'American Federation of Labor, qui n'appréciait guère la WFM, rassembla des fonds pour la défense des accusés. La Cour suprême des États-Unis refusa un recours au nom de l'habeas corpus, seul Joseph McKenna s'y étant rallié.

Le procès d'Haywood débuta le 9 mai 1907, non sans qu'une intense campagne de soutien aux accusés n'ait été lancée, recevant ainsi le soutien d'Upton Sinclair²⁴ et de Jack London dont le texte *Quelque chose de pourri dans l'Idaho*²⁵ connut une large diffusion. Clarence Darrow assurait la défense. Il utilisa habilement le passé criminel d'Orchard, dont le témoignage était le seul élément dont disposait le gouvernement contre les accusés, pour le discréditer. Celui-ci reconnut, au cours du procès, avoir servi d'informateur pour le patronat, avoir reçu de l'argent des Pinkerton et avoir provoqué des explosions avant de connaître les accusés. La plaidoirie de Darrow émut fortement le jury qui acquitta Bill Haywood. Darrow étant malade, c'est le juge

Hilton qui assura la défense de Pettibone. Après son acquittement, les charges furent abandonnées contre Moyer, le troisième accusé. Dans son roman *La Passion de Peter Atgelt*²⁶, le romancier progressiste Howard Fast évoquera le coup monté.

Lorsque les travailleurs du textile de Lawrence, dans le Massachusetts, se mirent en grève, le 11 janvier 1912, pour protester contre une baisse de salaire, les IWW prirent la tête du mouvement. En une semaine, vingt mille ouvriers entrèrent dans la lutte, attirant l'attention de tout le pays. Les autorités firent appel à la police et les violences se multiplièrent. On emprisonna les chefs locaux des IWW, Joseph Ettor et Arturo Giovannitti, pour le meurtre d'Anna LoPizzo, une gréviste dont dix-neuf témoins disaient pourtant qu'elle avait été tuée par un tir de la police. La loi martiale fut décrétée. En réponse, Haywood et d'autres organisateurs se rendirent sur place pour mener la grève. Un nouveau scandale éclata quand la police garda de force un groupe de femmes et d'enfants évacués de la ville. Le président des États-Unis Howard Taft dut lui-même intervenir pour inciter le patronat de Lawrence à négocier avec les grévistes. Ceux-ci obtinrent satisfaction et la

²⁴ Upton Sinclair (1878-1968), écrivain, auteur prolifique et promoteur du socialisme aux États-Unis.

²⁵ Article publié à Chicago le 4 novembre 1906.

²⁶ *The American: A Middle Western Legend* (1946), publié en France en 1947. John Peter Altgeld (1847-1902), homme politique, premier gouverneur démocrate de l'Illinois.

grève cessa officiellement le 12 mars.

Mais Ettor et Giovannitti demeuraient en cellule. Haywood menaça les autorités de déclencher une nouvelle grève, disant : « Ouvrez les portes de la prison ou nous fermerons les portes des usines ». Malgré des démarches légales et un arrêt de travail d'une journée, le 30 septembre, les autorités n'abandonnèrent pas les charges. Toutefois, ils furent acquittés le 26 novembre. Malgré la répression, Haywood insista sur la nécessité de maintenir le caractère pacifique de la grève, expliquant que « le sang répandu serait toujours celui de la classe ouvrière ». Pendant de nombreuses années, Bill Haywood fut un militant actif du Parti socialiste d'Amérique. Influencé par le marxisme, il fit campagne lors de l'élection présidentielle de 1908 pour Eugene Debs, l'accompagnant en train à travers le pays. Il fut le délégué de son parti au congrès de 1910 de la Deuxième Internationale. En 1912, il fut élu au comité exécutif national du parti. Mais les méthodes de lutte des IWW et leur appel à l'abolition du salariat et au renversement du capitalisme créèrent des tensions avec l'aile modérée du parti socialiste. Haywood et ses partisans se concentraient surtout sur l'action directe et les grèves, n'accordant que peu d'importance aux tactiques électorales et au jeu politique. Le conflit avec un parti réformiste qui aspirait

à la respectabilité et déclarait s'opposer à la violence devint inévitable. En janvier 1913, Haywood fut exclu du comité exécutif national. Avec lui, des milliers de membres des IWW quittèrent le parti socialiste.

Peu après, Bill Haywood participa activement à la grève des soieries de Paterson. Pour faire connaître le mouvement, il amena à New York 1200 grévistes qui défilèrent dans les rues et participèrent à un grand meeting de solidarité au Madison Square Garden. Il fut arrêté avec des centaines de grévistes. Malgré un long et rude combat, la grève se termina sur un échec, le 28 juillet 1913.

Durant les luttes, Haywood et les IWW, affrontaient souvent directement les autorités. Le gouvernement fédéral prit prétexte de l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale pour les frapper durement. Au nom de l'Espionnage Act de 1917, le Département of Justice, avec l'appui du président Woodrow Wilson, perquisitionna de nombreux locaux du syndicat le 5 septembre 1917 et procéda à l'arrestation de 165 wobblies (membres des IWW) accusés d'entraver la mobilisation, d'encourager la désertion et de menacer leurs adversaires lors de conflits professionnels. Le procès de 101 wobblies, dont Haywood, commença en avril 1918 et dura cinq mois, longueur inhabituelle pour l'époque. Bill Haywood témoigna pendant trois jours. Les 101 accusés

furent tous déclarés coupables et Haywood fut condamné à quatorze ans de prison.

Remis en liberté sous caution en 1921, il s'enfuit en Russie où il fut accueilli par Lénine. Victor Serge, qui le croisa lors du premier congrès de l'Internationale des syndicats rouges écrit : «...seul et cafardeux, distribuant parfois de vigoureuses tapes sur les épaules des copains, un colosse borgne, l'Américain Bill Haywood [...] qui finissait sa vie dans les chambres étouffantes de l'hôtel Lux, parmi des marxistes dont pas un ne se souciait de le comprendre et que lui-même ne comprenait guère. En revanche, les drapeaux rouges lui faisaient bien plaisir. » Bill Haywood mourut à Moscou en 1928. La moitié de ses cendres fut enterrée au Kremlin et l'autre moitié fut renvoyée aux États-Unis pour être enterrée à Chicago près du monument des martyrs de Haymarket²⁷.

Le texte de cette biographie est tiré de wikipedia : fr.wikipedia.org/wiki/William_Dudley_Haywood
Licence de partage du texte de l'hommage : (CC BY-SA 3.0)
Lien vers la licence : creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr

²⁷ Le massacre de Haymarket Square, survenu à Chicago le 4 mai 1886, constitue le point culminant de la lutte pour la journée de huit heures aux États-Unis. Initié par les grévistes des usines McCormick de Chicago, l'événement se répand rapidement à travers tout le pays et devient un élément majeur de l'histoire de la journée internationale des travailleurs du 1er mai. (wikipedia)

HOMMAGE
À JOHN BROWN
(texte tiré de wikipedia
– licence ci-après)

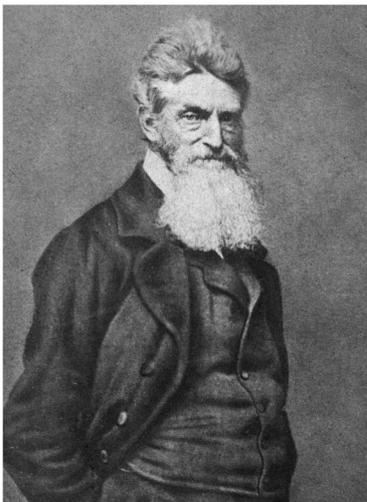


Photo Martin M. Lawrence mai
1859

John Brown, né le 9 mai 1800 à Torrington dans l'État du Connecticut et mort par pendaison le 2 décembre 1859 à Charles Town, dans l'État de la Virginie (maintenant en Virginie-Occidentale), est un abolitionniste américain qui en appela à l'insurrection armée pour abolir l'esclavage. Il est l'auteur des assassinats de Pottawatomie en 1856 au Kansas et d'une tentative d'insurrection à Harpers Ferry en 1859 qui se termine par son arrestation, sa condamnation à mort pour trahison contre l'État de Virginie et par sa pendaison.

Le président Abraham Lincoln le décrivit comme un "fanatique". L'activisme sanglant de John Brown, son raid sur Harpers Ferry et sa fin tragique sont parmi les causes de la guerre de Sécession. Personnalité historique très controversée, John Brown est ainsi décrit à la fois comme un martyr ou un terroriste, un vision-

naire ou un fanatique, un zélateur ou un humaniste.

La chanson *John Brown's Body* (titre original de *The Battle Hymn of the Republic*) devint un hymne nordiste durant la guerre de Sécession.

John Brown est le fils de Owen Brown, un tanneur, et de Ruth Mills Brown, couple de confession calviniste. Il est amené à l'âge de douze ans à parcourir le Michigan où il séjournera chez un homme qui possédait un esclave noir. Les scènes de violences que l'on fait subir à l'esclave devant ses yeux fondent son engagement au même titre que les convictions transmises par son père. En 1837, après l'assassinat d'un de ses amis, directeur d'un journal abolitionniste, Brown se donne pour mission d'éradiquer l'esclavage.

John Brown est un ardent calviniste, il admire l'œuvre du théologien Jonathan Edwards, il est fier de dire que sa famille a des racines dans le puritanisme de la Nouvelle Angleterre. Lui-même se compare à Oliver Cromwell, comme le feront également ses admirateurs après sa mort. D'après ses dires, il pratique le terrorisme par fidélité à sa foi puritaine.

Les difficultés

Brown est tanneur de métier, mais il rencontre de grosses difficultés professionnelles et fait faillite plus de vingt fois dans six États différents. Il est criblé de dettes mais pense être l'envoyé de Dieu sur Terre.

En 1847, il rencontre Frederick Douglass, ancien esclave noir devenu orateur et futur homme politique. Il s'installe en 1849 dans une communauté noire de l'État de New York.

Son action devient plus violente à partir de 1855 : aidé de cinq de ses fils, il part dans le Kansas alors que l'acte Kansas-Nebraska vient de rouvrir la question de l'esclavage. Il est aidé pour cela, financièrement, par de nombreux abolitionnistes. Il rencontre le philosophe Henry David Thoreau qui lui voue, par la suite, une admiration sans bornes et qui prend une part active contre l'esclavage, par le biais de nombreuses conférences et d'aide aux fugitifs. Il va être l'un des protagonistes des confrontations entre pro-esclavagistes et abolitionnistes, qui seront appelées Bleeding Kansas.

En 1856, à Pottawatomie Creek, lui et ses hommes tuent cinq colons esclavagistes à coups de sabre au motif qu'ils font partie des "légions de Satan". Il s'agit pour lui de répondre au massacre du Kansas de 1856, où des groupes organisés par David Atchison, le sénateur esclavagiste du Michigan, ont harcelé des colons non esclavagistes puis mis à sac Lawrence.

Lors de la bataille d'Ossawatimie, au Kansas, il défendit le village contre 400 hommes armés.

En 1858, à Chatham, en Ontario, il réunit dans une convention ses partisans et d'anciens esclaves réfugiés là. Ils adoptent lors de cette convention une constitution

interdisant l'esclavage aux États-Unis, dite *Provisional Constitution and Ordinances for the People of the United States*. Vers la fin de l'année, il commence à porter la barbe pour "changer son apparence habituelle", cette apparence va devenir indistinct de son image populaire.

En 1859, avec l'aide de dix-huit hommes, il s'empare d'un arsenal fédéral à Harpers Ferry, en Virginie pour lancer l'insurrection le 16 octobre 1859. Le raid de John Brown contre Harpers Ferry tourne au désastre : aucun esclave ne le rejoint, Brown est grièvement blessé de plusieurs balles et deux de ses fils sont tués.

Il est jugé à Charleston pour meurtre et trahison envers l'État de Virginie ; condamné à mort, il est exécuté par pendaison le 2 décembre 1859. Avant son exécution, il affirme que "Si j'avais fait ce que j'ai fait pour les Blancs, ou pour les riches, personne ne me l'aurait reproché".

John Brown deviendra un symbole de la lutte pour l'abolition de l'esclavage.

En 1820, John Brown épouse Dianthe Lusk, la fille de sa gouvernante, le couple donne naissance à sept enfants dont cinq atteindront l'âge adulte. En 1832, Dianthe Lusk Brown meurt en couche.

En 1833, John Brown épouse en seconde noce Mary Ann Day, la fille d'un forgeron de New York. Si Mary Ann Brown partage les convictions abolitionniste et calvinistes de son époux, en revanche, elle n'est pas

d'accord avec son activisme. Après la mort de John Brown, elle, ses trois filles et son fils survivant, prennent le train pour la Californie. Elle s'installe à Red Bluff où elle gagne sa vie comme infirmière. Elle meurt en 1884 à San Francisco.

Victor Hugo, depuis son exil à Guernesey, tentera d'obtenir sa grâce : il adressera une lettre ouverte qui paraîtra dans la presse européenne et américaine. Ce texte, qui annonce comme une prémonition la guerre civile, vaudra au poète bien des critiques aux États-Unis.

"[...] Au point de vue politique, le meurtre de Brown serait une faute irréparable. Il ferait à l'Union une fissure latente qui finirait par la disloquer. Il serait possible que le supplice de Brown consolidât l'esclavage en Virginie, mais il est certain qu'il ébranlerait toute la démocratie américaine. Vous sauvez votre honte, mais vous tuez votre gloire.

Au point de vue moral, il semble qu'une partie de la lumière humaine s'éclipserait, que la notion même du juste et de l'injuste s'obscurcirait, le jour où l'on verrait se consommer l'assassinat de la Délivrance par la Liberté. [...] Oui, que l'Amérique le sache et y songe, il y a quelque chose de plus effrayant que Caïn tuant Abel, c'est Washington tuant Spartacus."

Victor Hugo
Hauteville-House
2 décembre 1859

Le texte de cette biographie, très légèrement modifié, est tiré de wikipedia :

fr.wikipedia.org/wiki/John_Brown

Licence de partage du texte de l'hommage :

(CC BY-SA 3.0)

Lien vers la licence :

creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

“La liberté ne se donne pas, elle se prend” paraît-il, comment, par qui et pour quoi faire ? Ce livre pourrait mettre Gérard Darmanin, le ministrion de la répression, en catatonie mentale, mais sans doute inspirera-t-il ses lectrices et lecteurs.

“L’Action Directe, manifestation de la force et de la volonté ouvrière, se matérialise, suivant les circonstances et le milieu, par des actes qui peuvent être très anodins, comme aussi ils peuvent être très violents. C’est une question de nécessité, simplement. Il n’y a donc pas de forme spécifique de l’Action Directe. Certains, très superficiellement informés, l’expliquent par un abattage copieux de carreaux. Se satisfaire d’une semblable définition — réjouissante pour les vitriers — serait considérer cet épanouissement de la force prolétarienne sous un angle vraiment étroit ; ce serait ramener l’Action Directe à un geste plus ou moins impulsif, et ce serait négliger d’elle ce qui fait sa haute valeur, ce serait oublier qu’elle est l’expression symbolique de la révolte ouvrière.

L’Action Directe, c’est la Force ouvrière en travail créateur : c’est la Force accouchant du droit nouveau — faisant le droit social !”



Partage gratuit - Libre De Droits